



Hebdomadaire du parti

TRIBUNE Socialiste

unifié

N° 80

16 DÉCEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

19 DÉCEMBRE

UNITÉ = pour la paix contre l'O.A.S.

LA décision prise par la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et l'U.N.E.F. d'organiser le 19 décembre une journée de manifestation nationale contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie constitue un important pas en avant dans le rassemblement des forces pacifiques et antifascistes.

Cette décision est une réponse à une menace qui n'a cessé de s'aggraver ces dernières semaines. Les syndicats avaient, dès le mois de juin et, une nouvelle fois courant août, proclamé qu'ils agiraient en commun en cas de nouvelle tentative de putsch. Mais depuis quelques semaines, c'est une sorte de putsch progressif que réalise l'O.A.S. en investissant Alger et Oran, en créant dans plusieurs régions de France un sentiment d'insécurité et surtout en mettant en évidence l'impuissance du pouvoir.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que nous sommes entrés dans une phase décisive du conflit algérien où les bases de la négociation apparaissent acquises et où le succès de cette négociation est devenu possible. Dans cette perspective l'épreuve de force avec l'O.A.S. est non seulement inévitable, mais elle est en fait déjà commencée.

Il n'est plus aujourd'hui personne pour compter sur le pouvoir pour mettre à la raison l'O.A.S. Le réveil de l'action populaire depuis quelques semaines, particulièrement dans les villes et les régions où le plastic a parlé, peut seul permettre de faire face au danger. Mais il ne saurait suffire de mener une action défensive de protestation après les plastiquages ; il faut isoler l'O.A.S. et pour cela réaliser contre elle un rassemblement aussi large que possible.

Pour y parvenir, l'action unie des syndicats, le « Front syndical commun » est aujourd'hui la voie la meilleure, car ce front permet de réaliser dans les circonstances actuelles l'unité la plus large possible et de surmonter les obstacles que crée la division des forces de gauche.

Depuis plusieurs semaines, le P.S.U. a multiplié les efforts, à l'échelon local et départemental aussi bien que national, pour parvenir à ce résultat. De grands progrès ont été enregistrés dans l'unité réalisée dans de nombreux départements où des manifestations puissantes ont répondu à l'O.A.S.

Le P.S.U. a plusieurs fois souhaité publiquement que les syndicats se mettent d'accord pour lancer des appels parallèles en vue d'une manifestation nationale ; l'expérience a en effet confirmé ces dernières semaines que l'ampleur des manifestations dépendait largement du degré d'unité auquel on avait pu parvenir. Or, il est bien clair que l'attitude actuelle de la direction nationale de la S.F.I.O. rend impossible dans l'immédiat un large rassemblement anti-O.A.S. sur l'initiative des partis. Nous pensons que cette attitude de la S.F.I.O. est chaque jour davantage mise en cause par les événements et par l'aggravation de la menace O.A.S. ; nous estimons que du danger sortira à brève échéance un front de lutte plus large que celui qui peut être réalisé aujourd'hui.

Dans l'immédiat, c'est le front syndical qui met donc en action les plus larges masses ; c'est pourquoi nous avons regretté les hésitations et les lenteurs de certains.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de dénier aux partis, et de nous dénier à nous-mêmes, le droit de prendre des initiatives. Nous avons, le 1^{er} novembre, montré le contraire, et la manifestation du P.S.U. a eu un effet salutaire en redonnant confiance, en montrant les possibilités existant et en donnant l'exemple d'une nouvelle forme d'action. Mais l'initiative d'un seul parti, ou même de deux, ne suffit pas à entraîner la large adhésion que peuvent recueillir aujourd'hui les syndicats. Il est bien clair que nous sommes en désaccord sur ce point avec la direction du Parti Communiste qui n'apprécie pas correctement les possibilités du front syndical commun, et qui surtout cherche sans cesse à monopoliser la direction de l'action par des invitations publiques à des fins de pure propagande. Dans le cas encore de la journée du 19 décembre, on a vu le P.C.F., par son communiqué publié en même temps que les communiqués des syndicats, par la présentation même de l'Humanité, chercher à accréditer l'idée d'une initiative commune des syndicats et du P.C.F. Nous pensons que de telles préoccupations partisanes doivent céder maintenant le pas à un soutien franc et total de l'initiative des syndicats.

Car il ne suffit pas que cette initiative soit le

plus largement unitaire, elle doit aussi permettre un progrès dans l'action, dans la puissance des manifestations. Ce progrès est possible si l'on sait apprécier la grande inquiétude qui se développe en ce moment dans la population devant les menées de l'O.A.S. Contrairement à ce qu'avancent quelques-uns, les milliers de personnes qui ont manifesté ces dernières semaines à Grenoble et à Lyon, à Angers, à Toulouse et ailleurs, ne sont pas seulement des militants en avance par rapport aux masses. La conscience du danger a gagné de nombreux Français qui ne participent pas à l'action d'une organisation politique et syndicale.

En réalité, l'action demeure freinée le plus souvent par la crainte qui subsiste chez beaucoup de l'unité avec les communistes, cette crainte étant faite à la fois d'un anticommunisme néfaste, d'un complexe d'infériorité trop fréquent, et nourri par certains comportements des dirigeants communistes.

Malgré les désaccords sur les méthodes de lutte et sur la conception de l'unité, le P.S.U. a montré, pour sa part, le 6 décembre, qu'il était nécessaire et possible de surmonter cette difficulté. Nous avons montré ce jour-là, à Paris, à Lyon et ailleurs, qu'il était possible d'agir avec les communistes sans être « suivistes » ou satellites, sans perdre non plus notre capacité d'initiative.

Mais le complexe anticommuniste n'est pas le seul obstacle à surmonter. Il y a d'autres freins à l'action, et en particulier son atomisation et sa dispersion dans de petites actions purement locales, dans la routine des pétitions et délégations.

Il est évidemment indispensable de mener sur le plan local une action anti-O.A.S., en lui donnant d'ailleurs un caractère plus offensif qui mette en cause les responsables de l'O.A.S., ceux qui couvrent de leur autorité ou qui approuvent les attentats.

Mais dans une période où l'épreuve de force se développe, il faut une riposte massive, des manifestations d'un niveau plus élevé. C'est dans cette perspective que les organisations et les militants du P.S.U. s'emploieront à aider au succès de la manifestation nationale du 19 décembre.

Jean VERLHAC



(A.D.P.)

TOUS

le 19 décembre, à 18 h. 30
de la Bastille à l'Hôtel de Ville

Le Chancelier n'est pas mécontent

LE Chancelier de l'Allemagne Fédérale est venu samedi dernier à Paris pour s'acquitter de la mission dont le Président des Etats-Unis l'avait chargé. Il devait expliquer au Chef de l'Etat Français les raisons pour lesquelles il l'avait « laissé tomber » à Washington. Il devait insister auprès de notre Général-Président afin que celui-ci accepte le principe de la négociation au sujet de Berlin entre les Trois Occidentaux et l'U.R.S.S.

Konrad Adenauer a échoué. Le général de Gaulle est resté inflexible : « Pas de négociations sous la menace », a-t-il répété, en ajoutant : « Pas de négociations si Khrouchtchev ne manifeste pas par des actes sa sincérité de vouloir régler les litiges par des moyens pacifiques ».

Le rusé chancelier n'a pas eu l'air mécontent lorsqu'il a pris congé du Président de la République. C'est que, dans son for intérieur, il partage l'opinion du général. Il n'est pas fâché que sa position soit défendue avec force par de Gaulle. Il gagne ainsi sur les deux tableaux. Il a « cédé » à Kennedy parce qu'il craignait un changement de la politique américaine à l'égard de l'Allemagne Fédérale. Mais le général de Gaulle se charge de faire échouer le plan anglo-américain et d'empêcher la négociation. C'est exactement ce que désire Konrad Adenauer.

Une déclaration de "K" qui ne change rien

A peine était-il parti que les premiers échos d'une nouvelle déclaration de Khrouchtchev sont parvenus à Paris, à Londres et à Washington. Le chef soviétique a dit qu'il n'accepterait jamais de limiter les négociations projetées à une simple « amélioration » du régime existant à Berlin-Ouest et à la création d'un « corridor international » reliant Berlin à l'Allemagne Occidentale. « Il est temps de comprendre, a-t-il déclaré au Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale, à Moscou, que cette idée n'est manifestement pas réaliste et qu'elle n'aide pas à résoudre le problème. »

« La solution la plus raisonnable du problème allemand, a-t-il ajouté, c'est la conclusion d'un traité de paix avec les deux Allemagnes, la création de la ville libre de Berlin-Ouest, le maintien assuré de la liberté de l'accès.

cès à Berlin-Ouest sur la base d'une entente avec le pays à travers le territoire duquel passent les lignes de communication. »

Toute la presse française, le Quai d'Orsay et le Foreign Office se sont aussitôt écriés que Khrouchtchev confirmait ainsi la justesse de la position intrasigante du général de Gaulle. Par conséquent les Anglo-Saxons devraient s'y rallier et abandonner l'idée même de négocier avec « K ».

Je ne m'étonne pas de la « joie » du Quai d'Orsay. Mais je ne comprends pas mes confrères, ainsi que les fonctionnaires du Foreign Office. Dans sa déclaration au Congrès de la F.S.M., Khrouchtchev a répété exactement ce qu'il a toujours déclaré. Il n'y a rien, absolument rien de nouveau. Il n'a pas présenté de « nouvelles demandes ».

Si les Occidentaux pensent qu'ils peuvent sauver Berlin-Ouest et ses communications sans reconnaître le fait de la division actuelle de l'Allemagne, ils se trompent. Comme ils se trompent s'ils croient pouvoir régler le problème de Berlin-Ouest sans reconnaître le gouvernement de l'Allemagne de l'Est et les frontières Oder-Neisse.

S'ils s'obstinent à ne pas vouloir parler avec Khrouchtchev d'autres choses que du statut de Berlin-Ouest, ils se trompent aussi. « K » a prévenu le monde depuis des mois et des mois que dans ce cas l'U.R.S.S. signera seule un traité de paix avec la « République Démocratique d'Allemagne ». L'U.R.S.S. renoncera alors à ses prérogatives de vainqueur et laissera les Occidentaux se débrouiller avec la R.D.A.

S'ils refusent de négocier avec l'U.R.S.S. les Occidentaux risquent de se trouver devant un dilemme dramatique

Autrement dit, les Occidentaux auront alors le choix entre deux solutions. Ou bien forcer le passage vers Berlin contre les troupes de la R.D.A. Dans ce cas l'U.R.S.S., liée à celle-ci

par une alliance militaire, viendra à son secours. C'est donc la guerre.

Ou bien les Occidentaux — pour éviter le conflit armé dont il serait difficile de prévoir les conséquences — devront entrer en négociation avec le gouvernement de Pankow. Ce sera, de leur part, une véritable capitulation, qui ne pourrait d'ailleurs garantir sérieusement ni le « passage », ni le statu quo de Berlin. Car les engagements de la R.D.A. n'ont pas la même valeur que ceux de l'U.R.S.S.

Voilà à quoi le général de Gaulle exposerait le monde... s'il était écouté et suivi par MacMillan et Kennedy.

Jusqu'à preuve du contraire, je ne veux pas croire que Kennedy soit aveugle à ce point. J'espère qu'après la rencontre avec MacMillan, le 21 décembre aux Bermudes, il se décidera à s'entretenir seul avec Khrouchtchev.

Le bruit avait couru que ce dernier aurait invité Kennedy à rendre à l'U.R.S.S. la visite que Khrouchtchev avait effectuée aux Etats-Unis en septembre 1959 (sous la présidence d'Eisenhower).

Certes, il ne sera pas facile à Kennedy de prendre la décision d'entrer une deuxième fois en contact direct avec Khrouchtchev. Il aura contre lui les manœuvres sournoises du chancelier allemand et la résistance hautaine et méprisante du chef de l'Etat français. Il ne pourra peut-être pas compter entièrement sur l'appui du premier ministre britannique qui subit la pression des conservateurs.

Il lui faudra aussi surmonter les conséquences psychologiques de sa première rencontre avec Khrouchtchev, à Vienne, il y a quelques mois.

Mais il ne doit pas oublier que la situation a changé depuis. Le XXII^e Congrès est passé...

Les responsables des deux plus grandes puissances militaires peuvent seuls créer la détente internationale au cours d'un entretien en tête-à-tête. Car, qu'on le veuille ou non, que cela nous déplaît même, la situation actuelle ne laisse pas d'autre choix.

Si les deux « super-grands » peuvent s'entendre, les relations Est-Ouest s'amélioreront. Tous les espoirs seront alors permis de régler d'une façon satisfaisante et sans guerre le problème de Berlin et de l'Allemagne.

O. R.

Le "complot" du Caire

L'AFFAIRE des diplomates français arrêtés au Caire fait doucement sentir les conséquences de l'isolement auquel nous avons conduits la diplomatie gaulliste. Nous découvrons brusquement en cette occasion à quel point notre pays se trouve privé d'appui.

Il est fort vraisemblable que le « complot » a été monté de toutes pièces, selon les meilleures traditions du guet-apens policier. Depuis le 24 novembre, date de l'arrestation, de nombreux témoignages ont été produits par des hommes qui ont bien connu les inculpés : il semble difficile d'admettre que ceux-ci aient eu une vocation de conspirateurs. Les « confessions » publiées par la presse égyptienne ressemblent fort à ces amalgames de vrai et de faux qui ont toujours constitué les réquisitoires dans les procès des pays totalitaires. Enfin, c'est un fait que, jusqu'à ce jour, les inculpés n'ont pu obtenir d'être assistés pour leur défense. Tout se passe comme si Nasser avait eu besoin d'une affaire à sensation de nature à entretenir cette atmosphère de complot si utile pour offrir une diversion à une opinion insatisfaite. La politique nassérienne a subi un gros échec avec la sécession de la Syrie. Les difficultés économiques se sont aggravées. L'armée elle-même se montre moins docile.

Mais enfin, admettons que les accusations soient fondées. Il reste que les accusés sont des diplomates et que, comme tels, ils devaient bénéficier des garanties traditionnellement attachées à leurs fonctions et, tout simplement, des garanties que tous les pays civilisés consentent à tout homme traduit devant un tribunal.

C'est dire que les protestations françaises sont pleinement justifiées. Elles le sont d'autant plus qu'il y avait eu tout de même une légère amélioration des relations franco-égyptiennes.

Or ces protestations sont sans écho, non seulement au Caire, mais à Londres, à Washington et surtout à l'O.N.U. Car, oubliant subitement le mépris qu'il affiche si volontiers pour l'organisation internationale, le gouvernement français vient d'adresser deux documents à toutes les délégations étrangères.

Mais la France a si souvent joué le rôle du partenaire difficile que, même en pareil cas, elle ne parvient pas à trouver un pays qui consente à offrir ses « bons offices ».

Succès des socialistes genevois

Nous sommes heureux de saluer les résultats obtenus aux récentes élections au Conseil d'Etat du canton de Genève par les socialistes genevois, qui ont toujours manifesté leurs sympathies à notre parti.

Outre Jean Treina, qui était sortant et qui est réélu, notre camarade André Chavane entre, lui aussi, au Conseil d'Etat.

Cette victoire est d'autant plus significative qu'elle fait suite aux progrès déjà enregistrés quatre semaines plus tôt à l'élection du Grand Conseil où nos camarades ont gagné cinq sièges — un enlevé au Parti du Travail et quatre aux radicaux.

Ces résultats sont dus à la combativité des socialistes genevois et à leur action autonome à l'égard de toute combinaison proposée par d'autres partis, notamment le Parti du Travail.

FLORIDE

Semaine du 13 au 19 décembre

KANAL

A. Vajda (polonais)

TORO

Carlos Velo (mexicain)

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
PIG. 65-21 - TRI. 2848

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

| | |
|---------------|-------|
| 3 mois | 5 NF |
| 6 mois | 10 NF |
| 1 an | 19 NF |
| Soutien | 30 NF |

Directeur-Gérant : Roger CERAT -

IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Pte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

L'Afrique est mal partie

Sous ce titre (1), notre camarade René Dumont a donné une conférence à la salle des Horticulteurs à Paris devant un nombreux public, jeune et très attentif et où les Africains étaient très bien représentés.

Cette réunion s'est tenue sous la présidence de Mme Bruhnes-Delamarre, de « Témoignages et Documents » qui l'avait organisée. A la tribune avaient pris place MM. Arrighi de Casanova, Dresch, Lacroix, Mattiba, Meillassoux, Rouamba, Sautter et Tardits.

Pendant 45 minutes René Dumont, dans son style direct et « impétueux » (ainsi qu'il le reconnaît lui-même) a tracé un vaste tableau des principaux problèmes posés par la décolonisation de l'Afrique noire et de Madagascar, s'attachant tout particulièrement à dénoncer la corruption des nouvelles classes dirigeantes et la faillite d'un système d'enseignement calqué sur le modèle français.

Sans minimiser la responsabilité des administrations coloniales qui ont « mal lancé l'Afrique noire », l'orateur a mis en relief le rôle nocif des classes dirigeantes noires (Parlementaires, Hauts Fonctionnaires) qui exploitent leurs compatriotes en se versant des salaires et des prestations exorbitants. Le règne de la bureaucratie met ainsi en péril les finances et les chances d'un développement harmonieux.

Par ailleurs le système scolaire, qui a recueilli toutes les imperfections du système français, non seulement ne donne aucune culture pratique mais, pire encore, enseigne le mépris du travail manuel. Si bien que les progrès de la scolarisation vont de pair avec une régression de la population rurale active, qui est composée de plus

en plus de femmes, les hommes recherchant des emplois bureaucratiques. René Dumont souligne les conséquences de la progression de l'enseignement féminin par une formule lapidaire : « Si ta sœur va à l'école, tu n'auras plus qu'à manger ton porte-plume ».

MM. Arrighi de Casanova, Mattiba et Rouamba qui ont pris la parole ensuite se sont déclarés d'accord avec les grandes lignes de l'exposé du conférencier, tout en mettant l'accent sur la dépendance encore étroite qui rive l'Afrique à ses anciens colonisateurs.

M. Dresch estime que le système politique doit lutter contre la corruption et offrir de grands desseins, il cite à ce propos l'exemple de la Chine. M. Meillassoux, pour sa part, dénonce la « pseudo-aide aux pays sous-développés » qui ne représente qu'une mince contre-partie aux profits qu'engendre actuellement le néo-colonialisme, dont il démonte les mécanismes.

Pour conclure, René Dumont a souhaité que l'Afrique s'oriente vers une solution de type socialiste. Mais le Socialisme, a-t-il remarqué, est un système qui a des exigences morales ; il réclame des élites possédant une grande abnégation et le goût de l'austérité : les dirigeants africains sont-ils capables actuellement de répondre à ces exigences ?

Quoi qu'il en soit l'avenir des Africains repose principalement entre leurs propres mains, que les jeunes s'en montrent dignes.

J. C. B.

(1) — Titre du prochain livre de R. Dumont, qui paraîtra incessamment aux Editions du Seuil.

Diplomatie mac-carthyste

« Je crois profondément au caractère éternel de la défense nationale ».

On aura tout de suite reconnu l'auteur, à travers le style pontifiant : ces propos sont de M. Debré, exposant devant le Sénat la politique de défense.

Le débat était provoqué par une question orale posée par un sénateur qui s'inquiétait du refus de la France de s'engager plus nettement dans la voie de l'intégration militaire dans le cadre de l'alliance atlantique.

Mais plus que ce problème, ce qui mérite surtout de retenir notre attention, ce sont les raisons données par le premier ministre pour justifier la politique gaulliste de défense. Propos inquiétants qui relèvent du délire nationaliste.

Nous n'attendions certes pas de M. Debré qu'il fit un exposé répondant à nos souhaits et assignant à la France une politique internationale orientée vers la détenté, la négociation et la préparation d'un accord sur le désarmement progressif. Mais il nous était difficile d'imaginer que le chef du gouvernement put faire preuve d'une si profonde méconnaissance des possibilités réelles de la France et des dispositions des autres pays à notre égard.

L'intervention de M. Debré mérite d'être relevée dans la mesure où elle exprime vraisemblablement la pensée du général de Gaulle.

Il apparaît d'abord que le gouvernement tient à faire figure d'intransigeant à l'intérieur même du bloc atlantique. Il dénonce, en termes à peine voilés, la « mollesse » de ses alliés, aussi bien à l'égard des neutres, des pays d'Afrique que de l'Union Soviétique : « Aussi bien du côté américain que du côté européen, nous nous heurtons à de graves incompréhensions. La politique américaine à l'égard de Nasser ou à l'égard du Congo nous laisse sceptiques sur les vertus de ce que serait l'intégration politique ou militaire... Celle-ci aboutirait à faire disparaître la France dans cet ensemble, c'est-à-dire à neutraliser sa propre volonté de défense par d'autres volontés beaucoup moins résolues, si douteuses même parfois que ce sont moins des volontés que des velléités ».

Voilà qui est clair : le gouvernement français qui trouve déjà que ses alliés du pacte atlantique sont un peu trop conciliants en face de l'Union Soviétique, voudrait encore les entraîner à pourfendre les neutres, considérant que le neutralisme n'est qu'une forme insidieuse du « péril communiste ».

Si Mac Carthy était encore vivant, il eût sans aucun doute donné son approbation à la politique internationale de M. Debré.

Sans aucun souci de logique, le premier ministre, tout en constatant « l'incompréhension » de ses alliés — c'est-à-dire l'isolement de la France — n'en réclame pas moins une sorte de direction de la défense européenne : « S'il n'y a pas une politique militaire de la France, il n'y a pas de politique militaire de l'Europe occidentale ».

Ce « don-quichotisme » diplomatique et militaire n'impressionne sans doute pas beaucoup les autres nations. Il peut, du moins, paralyser dangereusement les efforts, encore timides, pour une politique de détente vers laquelle Britanniques et Américains paraissent s'orienter. On le voit dans l'affaire du Congo et les débats à l'O.N.U. où, de plus en plus souvent, la France vote avec les attardés du colonialisme et du racisme, comme l'Afrique du Sud.

Il a aussi pour conséquence d'imposer à la France un fardeau écrasant et inutile de dépenses militaires.

P. L.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE 15-04

Semaine du 13 au 19 décembre

LA PYRAMIDE HUMAINE
(Jean Rouch)

Ce qu'on appelle « l'opposition »

ETTE Assemblée Nationale est décidément la Chambre introuvable ! Sa docilité est aussi utile à « l'opposition » qu'au gouvernement. Celui-ci est assuré de ne courir aucun risque. M. Debré vient encore d'en faire l'expérience : il n'a même pas eu besoin de poser la question de confiance pour faire adopter le budget de 1962, qui se heurte à plus de résistance au Sénat.

Mais « l'opposition », ou plutôt les oppositions, y trouvent aussi leur affaire. D'abord, elles persistent à jouer le jeu imposé par la Constitution de 1958 : elles combattent uniquement le premier ministre et se gardent soigneusement de mettre en cause celui qui détient le pouvoir réel, le général de Gaulle.

D'autre part, elles se livrent à la comédie de l'offensive anti-gouvernementale avec la totale certitude que leurs coups ne porteront pas. Elles gagnent sur les deux tableaux : d'un côté, elles adoptent une attitude critique qui leur sert d'alibi auprès de leurs clientèles mécontentes et leur permet de dégager leurs responsabilités dans la politique du régime, — de l'autre, elles évitent les conséquences que ne manquerait pas d'avoir une crise ministérielle : dissolution d'abord, nécessité ensuite de prendre des positions claires et d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire de mettre en cause le régime lui-même, qu'elles ont aidé à instaurer...

L'analyse du scrutin de lundi est significative à cet égard. Les Indépendants se sont partagés très exactement moitié par moitié : 49 pour, 49 contre. Ils pourront ainsi, selon les auditoires et selon les circonstances, se présenter en défenseurs du régime et de l'ordre établi contre les « tentatives de subversion » de l'extrême-gauche, ou en disciples de M. Pinay qui critique l'augmentation de la fiscalité et des dépenses de prestige.

Le cas du M.R.P. n'est pas moins intéressant. Autant dire que le dimanche, il est contre, et le lundi pour. C'est que le dimanche, on se contente de discourir et de voter des résolutions. Le lundi, on vote au parlement : c'est déjà un acte politique.

Le Comité Politique national du M.R.P. avait été marqué par de très vives attaques contre le premier ministre. Et malgré les précautions oratoires, nombre de ces attaques atteignaient aussi le régime même et le général de Gaulle. Le texte voté dressait d'ailleurs, en quelques mots, un bilan de faillite : « La France est menacée, les attentats se multiplient, la violence est impunie, l'extrémisme met le pays au bord de la guerre civile, l'anarchie gagne l'Etat ». C'est accablant ! N'y a-t-il pas dans ces simples constatations — que tout le monde fait, d'ailleurs — de quoi justifier une attaque en règle ? Et pour commencer, de quoi entraîner le retrait du gouvernement des deux ministres M.R.P., Bacon et Buron ?

De cela, qui après tout, serait logique, pas question. Mais il y a mieux.

Dès le lendemain, la majorité du groupe M.R.P. à l'Assemblée vote pour le gouvernement (37) tandis que onze députés seulement votent contre.

La S.F.I.O. bien sûr, a voté contre, en bloc. Elle pousse même plus loin la simagrée de l'offensive : elle dépose avec les radicaux une motion de censure. Elle y dénonce la carence du gouvernement dans la lutte contre l'O.A.S. Mais elle sait bien que c'est un tir à blanc. Sa volonté de lutte ne débordera pas le cadre de la procédure parlementaire. Elle aurait pourtant, en s'associant à l'appel lancé par les organisations syndicales pour la journée du 19 décembre, une bonne occasion de montrer que sa lutte contre l'O.A.S. n'est pas purement verbale.

Voilà ce qu'on appelle « l'opposition ». Chacun est manifestement satisfait de son rôle. Mais la pièce se joue dans une indifférence chaque jour de plus en plus grande. Tous ces partis et tous ces hommes qui clament sans arrêt leur désir de défendre la démocratie, en acceptant de participer à la comédie du régime, contribuent à discréditer encore davantage les institutions représentatives et à augmenter les dangers de décomposition en incitant chaque catégorie sociale à défendre ses intérêts par l'action directe. Ce qui est plus grave ; c'est qu'en prolongeant la survie de ce régime dont ils dénoncent les faiblesses, ils font le jeu de l'O.A.S. et des factieux qu'ils affirment vouloir réduire à l'impuissance.

Pierre Luquet

EN RAISON DE L'ACTIVITÉ CRIMINELLE DE L'O.A.S.

Il faut reconnaître dès maintenant l'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

EGOCIE-T-ON ? Ne négocie-t-on pas ?

Officiellement, aucune négociation n'est encore engagée avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Mais les rumeurs persistantes affirment que des « contacts » ont été pris, depuis deux mois, entre des fonctionnaires français des services de M. Joxe et des mandataires du G.P.R.A. Ces contacts, par l'entremise des agents d'une puissance étrangère, auraient permis une entente sur la « procédure ». On affirme qu'à la suite de cet accord préliminaire, les Français et les Algériens se rencontrent à présents et ne recourent plus aux bons offices d'un tiers Etat.

Une autre rumeur circule également. Elle tendrait à confirmer les contacts pris puisqu'elle signale un profond dé-saccord « qui bloquerait présentement les négociations franco-algéries ». Il s'agirait de la « période transitoire ».

Puisque ni Paris ni Tunis n'ont encore confirmé le début des pourparlers de paix, on doit naturellement accueillir ces bruits sous les réserves d'usage. Cependant, comme la nécessité et la possibilité de cette négociation ont été proclamées officiellement par le général de Gaulle et par Ben Khedda, nous pouvons admettre que sous une forme ou sous une autre les contacts sont pris. Dans ce cas la difficulté signalée peut aussi être examinée dès à présent, même si elle n'est que virtuelle.

Jusqu'à ces derniers temps, le général de Gaulle et ses commis refusaient de reconnaître le G.P.R.A. et le F.L.N. suffisamment « représentatifs » pour pouvoir parler au nom du peuple algérien et prendre des engagements en son nom. Cette attitude n'a cependant pas empêché la délégation française à Evian et à Lugrin de demander aux délégués du G.P.R.A. des garanties pour les Européens qui resteraient en Algérie lorsque celle-ci sera indépendante.

Officiellement, le général de Gaulle maintient cette attitude contradictoire. Il exige que l'indépendance « éventuelle » de l'Algérie résulte d'un vote « d'autodétermination ». Cette consultation populaire doit être préparée au cours d'une « période transitoire » : un organisme spécial ou une commission mixte surveillerait non seulement le déroulement des élections mais aussi les préparatifs. « L'exécution » appartiendrait toutefois à l'administration française.

Ainsi formulée, cette proposition du général de Gaulle n'a jamais été acceptée par le G.P.R.A. Celui-ci lui opposait un projet d'administration mixte qui gouvernerait le pays durant la « période transitoire » et préparerait les élections. Il aurait à sa disposition pour le maintien de l'ordre, une force mixte, l'armée française ayant évacué le pays.

Mais le problème s'est compliqué depuis par l'entrée en scène de l'O.A.S.

L'incapacité patente du gouvernement français de briser la résistance de l'O.A.S. et des Européens d'Algérie a posé devant les responsables du F.L.N. la question suivante : quelle valeur peuvent avoir les engagements du gouvernement français puisqu'il est impuissant à maîtriser l'O.A.S. et qu'il éprouve les plus grandes difficultés à se faire obéir par sa propre armée ?

Autrement dit, le G.P.R.A. doit se demander si le gouvernement du général de Gaulle est... suffisamment « représentatif ». Quel étrange retour des choses !

Dans ces conditions le G.P.R.A. ne peut pas accepter l'idée d'une période transitoire, même avec une administration mixte franco-algérienne, si l'appareil d'exécution reste entre les mains de l'administration française suspecte de sentiments pro-O.A.S., et si le maintien de l'ordre et la répression de tout mouvement colonialiste restent confiés à l'armée française truffée d'officiers dont la loyauté envers le général de Gaulle est loin d'être certaine.

Ainsi l'existence et l'action de l'O.A.S. ne permettent pas de conclure la paix avec l'Algérie sur la base de l'autodétermination.

Or la continuation de la guerre alimente l'action de l'O.A.S. Elle favorise les menées fascistes. Elle détériore la situation en France. Elle menace notre pays d'une guerre civile.

Nous nous trouvons donc enfermés dans un cercle vicieux. On pourrait en sortir seulement si le gouvernement se décidait enfin à combattre sérieusement l'O.A.S. avec la volonté de la détruire.

Mais pour agir ainsi et pour vaincre les résistances qu'il rencontre au sein même de son gouvernement ainsi que dans l'administration, dans la police et dans l'armée, le général de Gaulle devrait s'appuyer sur les travailleurs et les républicains sincères, sur leurs organisations politiques et syndicales sans aucune exception.

Le Chef de l'Etat a trop peur du mouvement des travailleurs et de leur mobilisation pour la lutte contre l'O.A.S. et pour la Paix en Algérie ! Il n'envisagera pas ce recours à la masse populaire, du moins... jusqu'au moment critique.

D'autre part si dans les circonstances présentes le Président de la République ne veut pas renvoyer la fin des hostilités à une date très lointaine, il doit renoncer à l'exigence de l'autodétermination sous forme de consultation populaire.

La représentativité du G.P.R.A. est déjà reconnue en fait par le général de Gaulle. Les sentiments du peuple algérien en faveur du F.L.N. se sont manifestés et se manifestent tous les jours avec de plus en plus de force.

Personne ne doute que la consultation populaire démocratique et sincère en Algérie donnera au G.P.R.A. une majorité écrasante, sinon la quasi-unanimité des suffrages.

Pourquoi alors ne pas renoncer à une méthode qui est irréalisable à présent et pour un temps très long ? Pourquoi ne pas régler avec le G.P.R.A. toutes les questions, y compris la reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Algérie ?

La guerre pourrait alors se terminer dans les semaines ou même les jours à venir. Ce qui assainirait le climat en France et faciliterait la lutte victorieuse contre l'O.A.S.

Oreste Rosenfeld

Le billet de Jean Binet

Pour une fois !

S'IL en est encore temps, je dirais que la presse de gauche et les syndicats ont été injustes envers M. Debré Michel. Injustes et naïfs. Non seulement ils ont désapprouvé les propos qu'il a tenus lors de sa conférence de presse, mais encore, ils ont exprimé leur regret, et pour un peu leur déconvenue, que ces propos n'aient pas été orientés en sens opposé...

Voyons : qu'a déclaré en substance le discoureur ?

Il a rappelé que le régime faisait par priorité la guerre en Algérie, qu'il n'en consacrait pas moins et par conséquent le meilleur de nos ressources à l'armée, à son armement, à sa fameuse force de frappe (et ce — c'est nous qui soulignons — au moment où les budgets militaires soviétique et américain accusent un accroissement sensible ; alors grandeur oblige !) et que pour le reste on verrait plus tard.

Pardon ! j'oubiais : il a promis et annoncé les miracles du Plan !

Un plan, tous les géomètres vous le diront, c'est une surface et cette surface peut être un miroir : un miroir aux alouettes par exemple. D'où le mirage, sorte de miracle virtuel que connaissent bien les caravaniers du désert.

J'insiste donc : M. Debré Michel ne mérite point les reproches à lui adressés par la presse de gauche et les syndicats. J'irai plus loin, je soutiendrai qu'il avait droit, une fois n'est pas coutume, à leurs compliments.

Car pour une fois, il a été fidèlement la voix de son maître.

Actions communes

A Lyon

La manifestation du 6 décembre, à Lyon, a été une réussite grâce à l'accord réalisé par 32 organisations, dont la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., l'U.N.E.F., le P.S.U. et le P.C.F. La date du 6 décembre avait été depuis longtemps retenue pour une journée d'action départementale. Les pouvoirs publics ont essayé d'empêcher que la manifestation se déroule dans le centre de la ville, mais plus de 10.000 manifestants, partis de plusieurs points de rassemblement, réussirent à franchir les ponts et à rejoindre le centre de la ville, pour y manifester, malgré l'intervention et les brutalités de la police.

Dans la nuit du 6 au 7 décembre, l'O.A.S. opéra quatre plastiques, visant Me Ambre, défenseur de J.-J. Servan-Schreiber contre le fasciste Thomas, M. Alban-Vistel, ancien dirigeant de la Résistance et vice-président du Cercle Tocqueville, la section du P.C.F. de Villeurbanne et le séminaire de la Mission du Prado.

Les trente-deux organisations organisèrent une riposte puissante sur les quatre lieux plastiqués dans la soirée du 8 décembre.

LE SIÈGE DU P.S.U. PLASTIQUÉ À LYON

Dans la nuit de dimanche à lundi, le siège de la fédération P.S.U. a été plastiqué par l'O.A.S., qui se manifeste une nouvelle fois, après les quatre plastiques de la nuit du 6 au 7. Les dégâts matériels sont importants.

Toutes les organisations syndicales, partis politiques et l'ensemble des organisations qui avaient pris l'initiative de la manifestation du 6, ont appelé à un rassemblement de protestation devant le siège du P.S.U., le mercredi 13 décembre.

...Périgueux

A Périgueux, une résolution a été adoptée en commun par les organisations syndicales suivantes : C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N., S.N.I., S.G.E.N. et F.D.S.E.A.

Ces organisations :

— Rappellent leur volonté de s'opposer aux menées fascistes qui vont s'aggravant dans le pays,

— Se déclarent prêtes à mobiliser leurs militants pour lutter, par tous les moyens, et en particulier par la grève générale immédiate contre toute tentative de coup de force anti-républicain,

— Appellent tous les travailleurs du département à se tenir prêts à répondre immédiatement à l'appel de leurs organisations,

— Demandent à leurs confédérations nationales de tout mettre en œuvre pour organiser dans les plus brefs délais une journée nationale commune d'action et de manifestation pour la défense des libertés démocratiques.

...Nancy

Dans la nuit du 4 au 5 décembre, cinq mairies de Moselle et de Meurthe-et-Moselle : Pennes, Amnéville, Longeville, Thionville et Moyeuvre, étaient plastiquées par l'O.A.S., ainsi que le siège du parti communiste, à Hagondange.

Immédiatement le Comité Républicain Antifasciste pour la Paix en Algérie (C.R.A.P.A.), de Nancy, qui groupe avec les syndicats enseignants, ouvriers et étudiants, les partis communistes, P.S.U., S.F.I.O., et radicaux, ainsi que les amis de T.C., de l'Express, des anciens combattants, le Comité Maurice Audin, de nombreuses organisations philosophiques, des mouvements de jeunes, en tout 28 organisations démocratiques rassemblées et appellent la population nancéenne à un meeting de protestation afin de montrer que, à Nancy, comme ailleurs, on se refuse à laisser impunis ceux qui, par de telles méthodes, visent à abattre ce qui reste de démocratie et par la violence, à imposer la loi du silence.

À 17 h. 30, à la maison des syndicats C.G.T., le mercredi 6 au soir, le meeting était ouvert par le représentant du parti radical-socialiste, qui dénonçait le caractère criminel des actes perpétrés contre les mairies, maisons communes des citoyens, symboles de la démocratie et de la liberté. Prenaient également la parole des représentants de l'Enseignement supérieur (S.N.E.S. et chercheurs scientifiques) et de l'Association Générale des Étudiants qui déclaraient que les principes de vérité, d'objectivité, d'humanisme de l'Université ne pouvaient lui permettre de rester silencieuse face à ceux qui ont pour loi le mensonge, la violence, la guerre et le racisme. Le représentant de la C.G.T. appela à l'union de tous les travailleurs contre le danger du fascisme montant. Le parti S.F.I.O. dénonçait les contradictions d'une politique « monarchiste » de grandeur et d'une politique de faiblesse et de complaisance

vis-à-vis des assassins. Le représentant du parti communiste manifestait la volonté des démocrates de ne compter que sur eux-mêmes pour combattre l'O.A.S. Rouffet, secrétaire de la Fédération P.S.U., prenait lui aussi la parole pour appeler à une union sans exclusive l'ensemble des démocrates, afin de montrer qu'en aucun cas l'O.A.S. ne réduirait au silence ceux qui luttent pour la liberté, qu'en aucun cas l'O.A.S. ne pourrait s'emparer du pouvoir. Après avoir souligné qu'on ne saurait, dans un tel meeting, appuyer un régime qui manifeste trop de complaisance à l'égard de l'O.A.S., il terminait très applaudis, en affirmant que face à une Algérie bientôt indépendante et enfin libre, les Français ne sauraient accepter une France enchaînée et soumise à un régime néo-nazi.

A l'issue de ce meeting, un cortège d'environ 600 personnes se formait et défilait dans les rues de Nancy, assez animées à cette heure, scandant les mots d'ordre : « O.A.S., Assassins », « Paix en Algérie », « Le fascisme ne passera pas ». Cette manifestation, la première depuis trop longtemps, à Nancy, se rendait place Stanislas, devant la Préfecture où une délégation déposait une motion votée à l'unanimité à l'issue du meeting.

Malgré l'importance d'une telle manifestation démocratique, et alors que les journalistes, reporters et photographes étaient présents, tant au meeting que durant le cortège, le quotidien à gros tirage de la région, L'Est Républicain n'a pas dit un mot de la manifestation se contentant d'un pâle compte rendu du meeting. Il a fallu un communiqué de presse du C.R.A.P.P.A. pour que vendredi matin seulement, les lecteurs de ce journal aient connaissance de la manifestation ! On ne sait que penser de telles méthodes d'information. Dans l'intérêt de qui, en obéissant à quelques ordres la direction du journal a-t-elle ainsi agit ?

En même temps, dans le pays haut, où avait eu lieu les plastiques, des débrayages et des manifestations nombreuses rassemblaient les travailleurs par milliers avec la participation des sections P.S.U. de la région.

Après ces meetings, ces grèves, ces manifestations, il reste aux démocrates de Meurthe-et-Moselle d'élargir et de resserrer leurs rangs afin de continuer leur lutte, non seulement pour la Paix en Algérie, non seulement contre l'O.A.S., mais pour définir en toute clarté et franchise les objectifs d'un front socialiste, rassemblant les syndicats, les partis et les organisations démocratiques sans exclusive.

Le P.S.U., quant à lui, sait que la lutte anti-O.A.S. et pour la paix en Algérie ne prend son sens complet que dans l'établissement d'un régime socialiste, démocratique, pour remplacer le pouvoir gaulliste, incapable de promouvoir le bien commun des travailleurs et de tout le pays.

Jean RIEDINGER.

...Sens

A l'appel des sections du P.S.U., du Parti communiste, de la C.G.T. et de certains syndicats d'enseignants, plus de 250 personnes ont assisté mercredi soir à un meeting organisé à la Bourse du Travail de Sens (Yonne).

Les orateurs des diverses organisations invitées prirent tour à tour la parole pour stigmatiser cette ignoble résurgence du nazisme qu'est l'O.A.S. Puis une motion anti-fasciste fut adoptée à l'unanimité et un cortège se forma pour la porter à la sous-préfecture, aux cris d'« O.A.S. assassins », « Salan au poteau », « Paix en Algérie ». Un seul incident : dans la Grand' Rue les manifestants se heurtèrent à un barrage de police et l'un de nos camarades communistes fut haïsusement frappé. Pendant ce temps, plusieurs policiers protégeaient la demeure d'un activiste notoire, d'ailleurs incarcéré lors du putsch d'avril. Décidément la police de M. Debré est partout la même !

...Le Mans

Le 6 décembre, à 20 h 30, au Mans, la grande salle de la Maison Sociale était comme d'habitude, trop petite pour recevoir les 2.000 manifestants, en grande majorité des ouvriers, qui à l'appel unitaire du P.C., du P.S.U., de l'U.J.C., de l'U.D.C.G.T., de l'A.R.A.C., de l'U.F.F. et du Mouvement de la Paix, étaient venus affirmer leur résolution de faire barrage à l'O.A.S. fasciste par une action unique sans exclusive.

La veille, un accord inter-syndical CGT, FO, CFTC et FEN avait appelé « tous les travailleurs à participer à tous les meetings et manifestations dont le but unique est la lutte contre l'O.A.S. » et on peut considérer que cet accord a été rendu possible par la résolution unitaire de la fédération du P.S.U. En effet, à cette occasion, seule la S.F.I.O. — paraît-il « minoritaire » dans le département de la Sarthe — n'a pas appelé à manifester, se contentant par un télégramme de « faire confiance » aux hommes du régime pour châtier l'O.A.S.

Dans une intervention, Lucas, au nom de la Fédération P.S.U. démontre la ressemblance extraordinaire entre la montée du nazisme en Allemagne entre 1928 et 1933 et l'action actuelle de l'O.A.S. Comme Hitler, Salan se sert de voyous fait jouer les sentiments anti-marxistes et antisémites des petits bourgeois, tout en recherchant l'alliance des « gens bien » parce qu'ils sont là pour financer.

Les officiers allemands se sentaient trahis, comme le croient les jeunes « centurions », mais la clémence des tribunaux allemands (procès des trois lieutenants rebelles d'Ulm) était bénigne à côté de celle de la justice française qui tolère que les responsables des tortures subies par Djamil Bouacha soient couverts par leurs chefs et leur ministre.

La République allemande fut perdue lorsque son gouvernement « composa » avec les nazis et en raison de la faiblesse des sociaux-démocrates leur chef ne s'était ressaisi que lorsque Hitler demanda les pleins pouvoirs alors qu'il était trop tard.

De la même façon aujourd'hui, des ministres veulent se servir de l'O.A.S. pour obtenir des concessions du G.P.R.A. et la S.F.I.O. prétend être à même de risquer seule.

Lucas fit connaître la proposition du P.S.U. de constituer des comités anti-O.A.S., sur la base des mots d'ordre diffusés par le C.P.N. le 2 décembre et, en conclusion, dédia l'épilogue d'« Arturo Ui » de Bertolt Brecht à ceux qui se contentent de télégrammes et de motions internes : « Quand à vous, apprenez à voir au lieu de rester ahuris, à agir au lieu de parler et de parler toujours. Ce monstre a failli gouverner le monde. Les peuples l'ont maîtrisé, mais gardons-nous de triompher trop vite, le ventre d'où il est sorti est encore fendu ».

...Chambéry

A l'appel du Comité intersyndical regroupant CGT, CFTC, CGTFO et FEN, les Chambériens étaient appelés à manifester le 8 décembre 1961, à 18 h. 15, place du Centenaire. Mais la manifestation avait été interdite et, dès le début de l'après-midi, arrivaient d'importants renforts de gendarmes et de CRS.

Néanmoins, à l'heure prévue et à l'endroit indiqué, une foule nombreuse se réunissait dans le calme. Ce n'est que lorsque le haut-parleur de la voiture de police annonça : « La manifestation est interdite. Dispersez-vous... » que jaillirent des cris : « Le fascisme ne passera pas » et « O.A.S. assassin... »

Rapidement, le flot des manifestants grossit pour atteindre environ 2.000 personnes, avenue de l'Hôtel-de-Ville.

Place du Centenaire, M. Trentelivre, secrétaire général du Syndicat C.F.T.C. prenait la parole avec un haut-parleur portatif. Il relevait que la manifestation avait réussi et remerciait les ouvriers et tous les Chambériens qui avaient ainsi manifesté pour la République, pour le maintien des libertés démocratiques et pour la paix en Algérie. Il soulignait également que l'O.A.S. frappait partout, y compris dans les rangs de la police et du service d'ordre. Après quoi il demandait à l'assistance de se disperser dans le calme.

A l'issue de cette réunion, la motion suivante était adoptée :

« Les Chambériens, rassemblés le 8 décembre 1961, à l'appel des organisations syndicales appuyées par les organisations démocratiques, pour faire entendre la voix de la population sur les problèmes qui conditionnent l'avenir du pays tout entier :

— Affirment : leur volonté de voir mettre fin à la guerre d'Algérie par la négociation avec le G.P.R.A. représentant, de fait, de l'incontestable volonté d'indépendance du peuple algérien ;

— Dénoncent : ceux qui, profitant de cette guerre pour réaliser leurs ambitions factieuses, envisagent de s'emparer par la force du pouvoir. Les activistes de l'O.A.S. et leurs complices, qui, par l'intimidation, le chantage, la menace, la destruction des biens matériels publics et privés, les attentats répétés contre les personnes physiques et par l'utilisation d'une propagande raciste et fasciste tentent de semer le trouble dans le pays pour mieux aboutir à leurs fins.

La population chambérienne réaffirme sa volonté de demeurer vigilante face aux activités factieuses et se déclare prête à agir avec force et dans l'union pour faire échec au fascisme et s'opposer à toute tentative de coup de force. »

...au Centre Renault-Rueil

Soixante-huit personnes du centre technique Renault, à Rueil, dont une majorité de cadres et techniciens, ont signé l'appel suivant, approuvé par les sections P.C., P.S.U., C.G.T. et C.F.T.C. Renault-Rueil :

« Les attentats et les crimes de l'O.A.S. se multiplient chaque jour en toute impunité.

La liberté d'expression de chacun de nous est aujourd'hui menacée.

Le terrorisme de l'O.A.S. ouvre la voie à la subversion et au fascisme.

Chaque jour, des faits illustrent la complicité d'une partie de l'appareil gouvernemental et de la police, à l'égard des assassins de l'O.A.S.

C'est de nous-mêmes que, désormais dépend la sauvegarde de nos libertés de citoyen.

Notre défense, nous devons l'assurer en commun. C'est pourquoi les soussignés de cet appel s'adressent à vous : cadres, ingénieurs, techniciens et ouvriers du Centre technique Renault pour qu'en ensemble, nous contraignions le gouvernement à arrêter et condamner tous les dirigeants de l'O.A.S. et à prendre des mesures énergiques contre ceux qui glorifient leurs actes.

L'ASSASSINAT N'EST PAS UNE OPINION A RESPECTER !

19 DÉCEMBRE

Journée d'action pour la Paix et contre l'O.A.S.

COMMUNIQUÉS DU P.S.U.

LE P.S.U. n'a cessé d'affirmer que seule une initiative regroupant les organisations syndicales pouvait, dans les circonstances présentes, permettre de surmonter la division des forces de gauche et de réaliser une manifestation nationale de grande ampleur. C'est pourquoi il salue avec joie la décision prise par la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et l'U.N.E.F. de faire de la journée du 19 décembre une journée de manifestation nationale contre l'O.A.S. et ses complices, pour la paix en Algérie par la négociation.

Le P.S.U. qui a, dès le 1er novembre, donné l'impulsion à une série de manifestations de rues à Paris et en province, a le sentiment d'avoir grandement aidé à la réalisation de ce premier objectif. Il souhaite qu'à abandonnant pour un temps leurs préoccupations partisanes, toutes les organisations de la gauche française soutiennent franchement l'initiative des syndicats et examinent sans tarder avec eux la possibilité d'accompagner le débrayage prévu par une série de meetings et de manifestations.

• C.G.T. • C.F.T.C. • U.N.E.F.

Dans le cadre de la journée nationale d'action du 19 décembre contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie par la négociation :

- L'Union des Syndicats de la Seine C.G.T.,
 - L'Union Régionale Parisienne C.F.T.C.,
 - L'Union Nationale des Etudiants de France,
- appellent les travailleurs et les étudiants parisiens

— à arrêter le travail 15 minutes à 11 h le 19 décembre;

— à tout mettre en œuvre pour assurer le plein succès de cet arrêt de travail;

— et à terminer cette JOURNÉE NATIONALE D'ACTION par une puissante manifestation :

à 18 h 30
de LA BASTILLE A L'HOTEL DE VILLE

L'Union des Syndicats de la Seine C.G.T. et l'Union Régionale Parisienne C.F.T.C. demandent à leurs responsables de sections d'entreprises de syndicats et d'Unions locales, de prendre contact immédiatement sur le lieu du travail avec les responsables des autres organisations afin de déterminer ensemble les modalités pratiques de cette journée d'action.

Paris, le 13 décembre 1961.

Les fédérations de la région parisienne du P.S.U. qui ont pris l'initiative de la manifestation du 1er novembre et qui ont participé aux démonstrations du 18 novembre et du 6 décembre, saluent la décision des syndicats de faire suivre le mouvement de grève du 19 décembre d'une grande manifestation de la Bastille à l'Hôtel de Ville.

Elles souhaitent que toutes les formations populaires et anti-fascistes, laissant de côté les préoccupations partisanes, appuient totalement l'initiative des syndicats. Pour leur part, elles appellent les travailleurs et les délégués de la région parisienne, à venir en masse à cette manifestation.

Riom, la Cour où l'on cause

RIOM une cour d'assises ? NON : un salon où l'on cause.

Un tribunal devant lequel comparaissent des criminels, membres d'une organisation de tueurs à gages ? Non : une tribune où l'on joue pour la N° fois la comédie des mobiles nobles, du patriotisme ou de la grandeur française. Mais la toile de fond — sur fond de tortures et de ratonnades, de plastic et d'assassinat, de guerre coloniale et de fascisme — est invisible pour tous les acteurs de cette étrange cérémonie.

Ces messieurs ont lancé une grenade dans un immeuble habité, accompli divers actes de sabotage et volé 170 kilos de dynamite. Mais pour le président, l'important « c'est que tous les renseignements recueillis... sont excellents... ». Qu'ils aient été membres de la L.V.F., de la « Phalange Africaine » ou de l'« Action Française », cela ne mérite aucune mention. Ces messieurs ne faisaient pas de politique. Tuer ? Non, voyons, puisqu'ils vous le disent. Et le Président d'opiner : « Quand vous me dites que vous ne voulez la mort de personne, je ne le mets pas en doute ».

Tixier-Vignancour peut, en toute quiétude, se livrer à ses provocations désormais classiques, lancer des menaces déguisées, personne ne lui en fera grief. Nul rappel à l'ordre, nulle mesure de suspension. Nous ne som-

mes pas ici devant le tribunal militaire au cours du procès Jeanson. Nous sommes ici entre gens du monde, parlant le même langage. Ayant les mêmes aspirations ?

Une des inculpées devient pour l'avocat général « une femme passionnée » ; à Robin, « on doit lui porter une certaine sympathie »... Une des victimes n'avait-elle pas d'ailleurs montré la voie ? Le sieur Michelaud, président du comité de soutien au général de Gaulle — l'une des « victimes » — les considère comme de « braves gens ». Catégoriquement, il a refusé de se porter partie civile, suivant en cela l'exemple des P. et T. qui, quoique victimes d'un sabotage, ne sont pas apparus à l'audience. « Vous avez été calme et très prudent », lui dira un conseiller...

C'est bien de cela en effet qu'il s'agit. La sévérité calculée et libérale du verdict relève de cette prudence politique annonciatrice des catastrophes. Il s'agissait de rester dans le cadre du présent sans aliéner l'avenir. Le jury a su trouver sa voie. Une voie qui, si elle n'avait été corrigée par un acte arbitraire du pouvoir — l'internement administratif — eût permis à l'O.A.S. de récupérer quatre de ses hommes.

Il est vrai que le mot O.A.S. ne fut jamais prononcé. Au fait, qui jugeait-on à Riom ?

Louis Houdeville

Le procès des Editions de Minuit

Pour avoir publié « Le Déserleur » de Maurienne, le directeur des Editions de Minuit est passé le 7 décembre devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Prévenu de provocation de militaires à la désobéissance Jérôme Lindon risque la prison. Naturellement le livre en cause fut saisi. Mais les faits qu'il mentionne et qui se rapportent aux tortures infligées en 1956-57 sont aujourd'hui pratiquement du domaine public. Qui peut prétendre les ignorer ? Un Lacoste ou un Georges Bidault — comme chacun sait, derniers défenseurs de la civilisation occidentale — tout au plus.

Des éditeurs, Gallimard, Julliard ont apporté leur soutien à Jérôme Lindon en témoignant pour la liberté d'édition. Cela semble ces temps-ci d'une puérilité désarmante. Dans la même semaine « La Voie communiste », la revue « Partisans », étaient saisis. Pour des motifs semblables : délits d'opinion. Par contre, Rivarol, et autres feuilles nazies, publiaient, sans fards, des articles nettement favorables à l'O.A.S. A ce qu'en saché, l'O.A.S. est bien une entreprise illégale d'assassinats et comme telle ne

mérite pas le secours de la presse. Pourtant... ni Rivarol ni ses consœurs n'étaient saisies.

Au procès de Jérôme Lindon, des militaires ont déposé. Ils ont expliqué M. Leuillet auteur d'un livre saisi « Saint-Michel et le dragon » (monsieur Debré y aurait-il vu une allusion) a redit ce qu'il racontait dans son livre. La torture devenue monnaie courante.

D'autres ont parlé de véritables assassinats. Jean Le Meur des « interrogatoires ». « Il est atroce de devenir les symboles de la haine » a ajouté Jean Le Meur.

Plutôt que de s'y résoudre, des militaires ont refusé. Ils ont déserté. Puisque le pouvoir fort ne peut les juger, il poursuit l'écrivain de leur témoignage. Cela n'étonnera personne, certes. Mais la question que nous pouvons nous poser est celle-là : l'accepterons-nous encore longtemps ? Impunément les nazis O.A.S. plastiquaient le domicile de Lindon le soir même du procès. Quelle conclusion en tirer ?

E. C.

La saisie des « Damnés de la terre » :

POUR ÉTOUFFER UN HOMME LIBRE

Nous avons appris avec indignation la saisie du livre de Frantz Fanon, « Les Damnés de la Terre ». Devant cette nouvelle preuve d'un arbitraire, pour lequel il est difficile de trouver de qualificatif, nous publions intégralement la lettre que nous a adressée l'écrivain, François Maspéro, et qui exprime mieux que nous ne saurions le faire la véritable teneur de nos sentiments (nous publierons, d'ailleurs, ultérieurement une étude consacrée à cet ouvrage) :

Monsieur le Directeur,

Le livre de Frantz Fanon « Les Damnés de la Terre », préfacé par J.-P. Sartre, a été saisi sur ordre du ministre de l'Intérieur le jour même où nous apprenions la mort de son auteur.

Il est malheureusement trop facile de relever la sinistre ironie de cette

mesure policière qui accable un mort.

Vous avez reçu en service de Presse ce livre. Vous avez donc pu constater à quel point cet ouvrage de synthèse concernant l'ensemble des problèmes du Tiers-Monde et de la décolonisation pouvait transcender par la hauteur de ses vues, tous les griefs politiques qui justifient en d'autres cas de telles tracasseries policières.

Comme à l'ordinaire, d'ailleurs, aucun motif précis n'a pu nous être donné, et évidemment aucun passage incriminé n'a pu nous être cité. Ce point est important : car si des phrases « séditieuses », nous étaient signalées nous pourrions les enlever et faire reparaitre le livre ; mais c'est justement le contraire du but recherché ; et après treize saisies en deux ans, après celle, voici cinq jours, du numéro de « Partisans » sur la Révolution cubaine, nous ne nous en étonnerons plus.

Nous savons d'expérience que désor-

Lettre ouverte à un agent de police

Monsieur l'Agent,

TOUS d'abord excusez-moi de m'adresser à vous par le moyen d'une lettre ouverte. Il serait à tous égards préférable de vous envoyer une lettre personnelle... mais vous êtes trop nombreux, Monsieur l'Agent, et mes ressources m'interdisent même une fois de poster un tel courrier. Soyez sûr que je le regrette.

Vous l'avez deviné : je suis un provincial. Je me trouvais à Paris le 6 décembre ; j'ai assisté à l'une des manifestations organisées contre les attentats et les crimes de l'O.A.S. J'ai pris part au cortège qui est allé de La Fourche à la Porte de Saint-Ouen. Voilà. Notez bien que je savais qu'il n'était pas permis de défilé ce jour-là, ni aucun autre jour et pour ce motif. Et cela me fait penser que les Parisiens manquent peut-être d'imagination... Tenez ! supposez que quelques centaines d'entre eux, ou quelques milliers, se mettent à suivre un couple de jeunes mariés au sortir de la mairie ou de l'église, et qu'ils les accompagnent durant deux ou trois kilomètres, ou davantage, désireux de leur exprimer de la sorte leurs vœux et souhaits de bonheur... Est-ce que M. le Préfet de Police pourrait empêcher ça ?

Mais revenons au 6 décembre. Donc j'ai pris rang dans le défilé. Je n'ignorais pas que je me mettais en contravention et j'étais prêt à régler l'amende infligée pour usage illicite et collectif de la chaussée : j'aurais payé séance tenante et sans en vouloir le moins du monde à votre collègue verbalisateur !

Or, vous le savez déjà, les choses se sont déroulées autrement.

Auparavant, souffrez que je vous dise ceci : la manifestation en elle-même non seulement a réchauffé mon vieux cœur de républicain — mettons qu'elle m'a rajeuni d'un quart de siècle ; il y a vingt-cinq ans vous alliez encore à l'école ou vous en sortiez, c'est tout dire ! — mais en outre elle m'a instruit. D'abord nous étions nombreux, très nombreux, plusieurs milliers sans doute, disciplinés et raisonnables. Et les passants sur les trottoirs, et les riverains aux fenêtres nous ont, par plus d'un signe, marqué leur approbation et leur sympathie. Les automobilistes à l'arrêt ne récriminaient pas, ni les conducteurs d'autobus qui étaient, m'a-t-il semblé, Monsieur l'Agent, un peu de mèche.

De la sorte nous avons atteint la Porte de Saint-Ouen, notre terminus. C'est là que tout a changé. Avons-nous tardé trop à nous disperser, vous laissant ainsi le temps d'accourir ? Avons-nous été assez naïfs pour croire, selon la chanson, que « les agents sont de braves gens » ?... Bref ! vous êtes arrivés : trois fourgons noirs bondés d'où vous avez jailli, et, sitôt sur vos pieds, le bâton ou la matraque haute, vous vous êtes précipités sur nous en tapant comme des sourds... Je vous ai vus ; j'ai évité d'un rien votre raclée ; toutefois je n'ai pu éviter de voir vos visages de courageux défenseurs de l'Ordre aux prises avec des gens désarmés, qui ne les bravaien pas, qui ne menaçaient rien, ni vous, ni l'Ordre.

Et ce visage m'a fait peur — un visage suant de haine, tendu par la rage et par la fureur — non plus un visage d'homme, non pas même un visage de policier conscient du rôle difficile parfois mais pour autant respectable qui peut être le sien ; non ! une face d'énergumène déchaîné, reproduit ne varietur à des dizaines et des dizaines d'exemplaires...

Il est juste de préciser que vous frappiez de préférence les femmes et les jeunes, en grand nombre sur la place, les poursuivant jusque dans les cafés où ils tentaient de se réfugier, jusque dans la bouche du métro par où ils cherchaient à fuir. J'ai entendu un de vos gradés qui criait — pardon ! qui gueulait : « C'est une bombe atomique qu'il faudrait contre ces fumiers-là ! »

Je vous le répète : je vous ai vus et j'ai eu honte.

J'ai eu honte pour vous, Monsieur l'Agent, qui acceptiez si aisément, peut-être avec une espèce de sombre jouissance, de vous livrer à si basse besogne. J'ai eu honte pour mon pays et, quitte à passer pour naïf à vos yeux, je me suis demandé comment la police est capable de mobiliser tant d'hommes, de dilapider tant d'énergies contre des citoyens (car nous sommes encore des citoyens ?) coupables seulement d'user le pavé de Paris en une heure prohibée, quand cette même police est impuissante à capturer les seigneurs de plastic, les assassins de l'O.A.S. — version actuelle du nazisme chez nous — si tant est qu'elle ait essayé ?

Mais à cette question-là, Monsieur l'Agent, sans doute ne savez-vous pas répondre mieux que moi-même ? C'est égal, et parce que je ne vous hais pas, j'ai pensé que, rentré chez vous et retrouvant votre femme et vos miodes, vous n'avez pas dû être fier du rôle que vous veniez de tenir...

C'est le chagrin ou le remords que je vous souhaite, Monsieur l'Agent, en attendant que, fut-ce contre vous, nous rebâtissions la République.

Edmond Fournier.

mais ces brimades sont entrées dans les mœurs : les journaux que nous avions régulièrement n'en font même plus mention. Certes, nous avons également conscience d'être souvent considérés comme une « avant-garde » aux positions jugées parfois provocantes et désavouées. Mais cette fois-ci c'est un appel que nous vous lançons : nous vous demandons, en en appellant à votre sens de la solidarité, à vos devoirs d'informateurs de donner à cette mesure policière la place, sinon le commentaire qu'elle mérite. Avec la saisie de cet ouvrage nous avons conscience qu'un nouveau pas est franchi dans l'arbitraire ; jusqu'ici le pouvoir pouvait invoquer le prétexte hypocrite de la diffamation, de l'injure ou de la provocation, tout en se gardant bien, à une exception près, d'aller jusqu'au procès. Mais ici, s'attaquant à une analyse historique et sociologique à l'échelle du monde, osera-t-il invoquer le délit « d'atteinte à la sûreté du territoire » ?

Encore une fois nous vous demandons de poser ces questions publiquement. Car nous savons d'expérience également que la réprobation publique, lorsqu'elle est éveillée à temps, peut faire échouer ce genre de brimades, véritables mesures d'étouffement, qui nous concernent tous.

Ajoutons qu'en ce qui nous concerne nous avons pris l'engagement de continuer par tous les moyens la diffusion de l'ouvrage en question ; tout en étudiant le dépôt d'une plainte pour abus de pouvoir ou même pour vol. Et s'il s'avérait que décidément l'opinion française restait indifférente à ces violations réitérées de la liberté d'expression et de pensée, nous envisagerions alors, la rage au cœur, l'installation à l'étranger, simple prélude, peut-être, à d'autres départs plus graves, qui ne concerneraient plus alors une mince « avant-garde ».

François Maspéro.

Katanga, terre

L'affaire du Katanga n'est pas une affaire intérieure congolaise. Elle n'est pas non plus la « chose » de l'O.N.U. Elle ne se limite même plus à un conflit entre des puissances financières plus ou moins occultes et leurs fantoches politiques et les représentants administratifs et militaires des Nations Unies. Cette tragédie est aujourd'hui au centre même du problème mondial de la paix. Elle met directement aux prises les grandes puissances. L'échec des uns sera la victoire des autres et réciproquement.

Le problème a été posé par la sécession katangaise du 11 juillet 1960. Depuis, il n'a cessé d'empirer. On n'en voit plus aujourd'hui l'issue, mais on commence à deviner quelles pourront être ses graves répercussions sur le plan international. Pour bien le comprendre, il paraît nécessaire de revenir un peu en arrière (1).

Les tentacules de l'Union Minière

Tous les efforts du gouvernement belge, durant quatre-vingt-quatre années de présence coloniale au Congo, ont été orientés vers le développement des ressources minières et agricoles et du potentiel industriel du Katanga, province la plus riche. A la veille de l'indépendance, la production katangaise équivalait à 980 milliards de dollars par an. Avec une population de 1,7 million d'habitants (ensemble du Congo : 14,6 millions), le Katanga produit 73 % du cobalt mondial, 7,4 % du cuivre et 5 % de l'étain. La sécession katangaise enlève donc au reste du Congo une masse très importante de revenus et, par là-même, ses conditions de survie.

En défendant contre vents et mares l'indépendance de son pays, M. Tshombé a clairement signifié qu'il n'entendait pas partager ces richesses avec ses « frères » congolais. Il y a essentiellement deux raisons à cette attitude :

1) - Les dirigeants katangais entendent conserver pour eux les redevances que leur verse chaque année l'Union Minière du Haut-Katanga. On sait, en effet, qu'en vertu d'une concession valable jusqu'en 1994, l'essentiel des mines katangaises est exploité par cette société. L'actif de l'Union Minière comprend :

— les mines où l'on extrait chaque année 300.000 tonnes de cuivre, 200.000 tonnes de zinc, plus ces métaux nouveaux qui s'appellent le cobalt, le germanium et le cadmium ;

— trois complexes industriels à Elisabethville, Jadotville, et Kolwezi où l'on fait des métaux bruts, des produits semi-finis, prêts à être utilisés dans le monde entier ;

— des participations importantes dans 17 autres sociétés congolaises, dans 9 sociétés belges et dans 5 sociétés non belges (dont une française : les Tréfileries et Laminoirs du Havre).

Employant plus de 20.000 Africains, l'Union Minière fournissait directement plus de 25 % des recettes fiscales du Congo et au moins autant de façon indirecte par les salariés qu'elle paie et les commerçants que ces salariés font vivre.

Mais l'important réside dans la répartition des actions de l'Union Minière. 16 % sont entre les mains de la Société Générale de Belgique et de sa filiale, la Compagnie du Katanga ; 14 % ont été attribuées, lors de la constitution de l'Union Minière en 1891, à la Tanganyika Limited, société anglaise qui exploite les mines de cuivre du Tanganyika ; 25 % reviennent de droit à l'Etat congolais, mais

il suffirait que le Katanga se déclare indépendant pour qu'il conquiert ces 25 % ; 45 % des actions, enfin, sont entre les mains de 100.000 personnes ou banque privées dont aucune ne détient plus de 0,5 % du capital de l'affaire. M. Tshombé n'a donc qu'à obtenir l'indépendance de sa province pour créer, par un accord avec la Tanganyika Limited et la Société Générale de Belgique, une entente qui assurerait la majorité

M. Tshombé sait avec qui négocier

2) - M. Tshombé a aussi d'autres projets en tête. S'il n'est pas décidé à partager ses richesses avec le reste du Congo ex-belge, il est, par contre, beaucoup plus attiré par une entente avec la Rhodesie du Nord. Les dirigeants rhodesiens n'ont jamais fait mystère de leur vif intérêt pour le Katanga. Rappelons ce qu'écrivait E. Glinne dans *La Gauche* (6-8-1960) :

« On sait comment l'Union Minière a renfloué financièrement et créé politiquement M. Tshombé. On sait

tral de Léopoldville les 25 % de parts de l'Union Minière. Ces négociations rencontraient, en outre, un autre objectif : celui d'offrir un débouché par le Sud-Rhodesie, chemin de fer de Benguela et Lobito — aux convois écoulant la production katangaise. On envisageait donc déjà le renoncement à la voie ferrée intérieure congolaise, prévue dès 1902 par le décret de Léopold II créant la compagnie du chemin de fer du Katanga et instituant le B.C.K. (chemin de fer Bas-Congo - Katanga). Cette politique de chemin de fer est déjà le témoin de bien des intentions...

Evidemment, de tels projets seraient incompatibles avec l'intégration du Katanga au sein de la République du Congo.

D'autres convoitises s'allument

Il y a, bien entendu, beaucoup d'autres intérêts en jeu derrière le conflit congolais, et la sécession katangaise a encore un peu plus contribué

A cette liste déjà longue, il convient d'ajouter le nom de l'abbé Fulbert Youlou, soutenu par la France. Voici ce qu'en dit le même journaliste :

« ...Onctueux et souriant, l'abbé Youlou s'obstine cependant à proposer Brazzaville pour ce genre de tête-à-tête (allusion à l'entrevue Kasavubu-Tshombé dans cette ville à l'occasion des fêtes de l'Indépendance de la République du Congo ex-français) dans lequel il joue un rôle pour le moins étonnant. On le connaît médiateur. Il est troisième larron, tire son épingle du jeu et gagne visiblement à tous les coups. Il a, l'astucieux petit abbé lari, fait miroiter aux yeux de Tshombé, ébloui, la promesse d'une reconnaissance en bonne et due forme de l'Etat katangais par les pays africains de l'ex-Communauté... »

Toutes ces intrigues de la finance internationale, connues depuis longtemps, ont été portées de façon bruyante à la connaissance du grand public ces derniers jours par les déclarations concordantes d'anciens et actuels importants fonctionnaires de l'O.N.U. : le Dr Cruise O'Brien, ancien représentant de l'O.N.U. au Katanga et bête noire de M. Tshombé, le général Sean McKeown, commandant en chef des forces de l'O.N.U. au Congo et qui vient de présenter sa démission, le colonel Bjoern Egge, ancien chef des services de sûreté de l'O.N.U., et, tout dernièrement, le général Rikhye, conseiller militaire de M. Thant.

Financiers et gouvernements

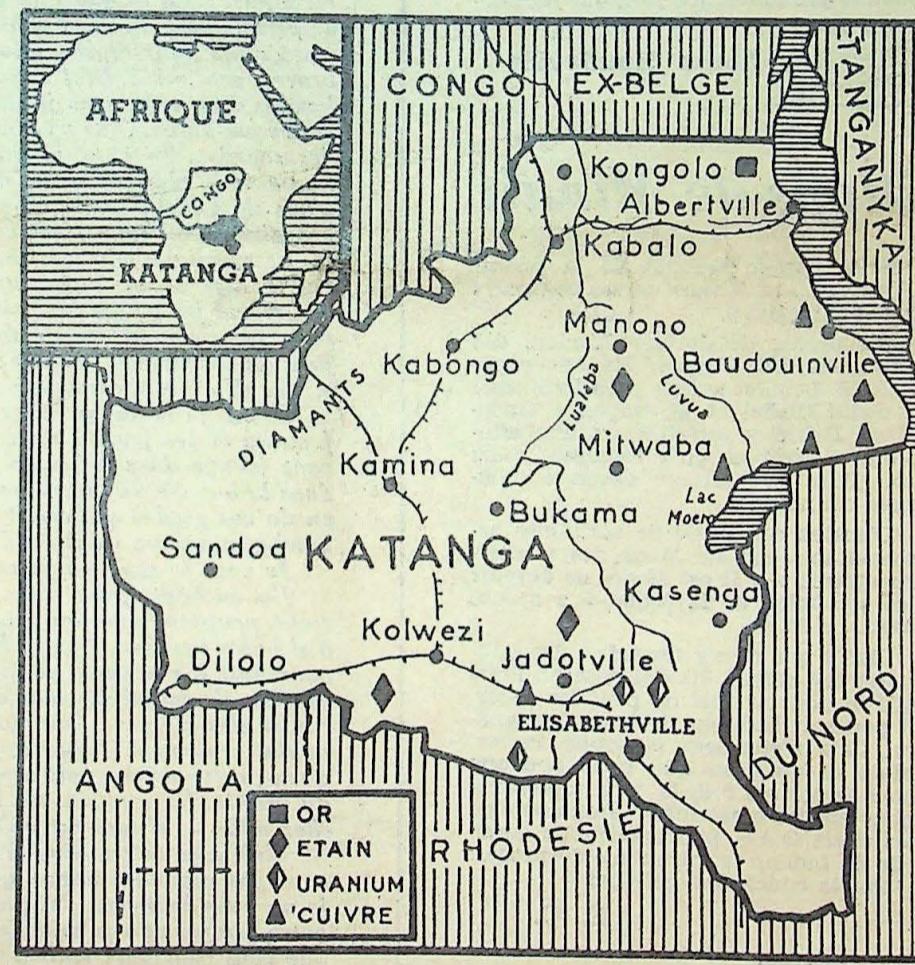
A elles seules, les manœuvres du capitalisme international, par l'importance des capitaux mis en jeu et par les moyens de pression qu'elles représentent, suffiraient à expliquer les positions prises par un certain nombre de pays. Le journal libéral anglais *The Guardian* a fourni à ce sujet d'intéressantes révélations sur le « lobby » katangais qui fonctionne à Londres. Il faut croire l'influence de ce groupe de pression importante puisque le gouvernement britannique a, en définitive, refusé de livrer le stock de bombes qu'il s'était engagé à fournir aux « Casques Bleus ».

Mais, sur ces calculs de la haute finance, se greffent des intentions politiques évidentes. Si le gouvernement des Etats-Unis a été amené à soutenir l'action engagée par les forces de l'O.N.U. au Katanga parce qu'il pensait que la sécession katangaise, en semant l'anarchie au Congo, risquait de favoriser les desseins soviétiques, le calcul des dirigeants de Rhodesie et d'Afrique du Sud, relayés en cela par certains hommes politiques de France, de Belgique ou d'Angleterre, est tout différent. Ces hommes espèrent voir le Katanga devenir une espèce de fortin avancé et de mur de glace au dernier « bastion blanc » dont ils souhaitent que leurs pays joueront le rôle. A Johannesburg, et à Salisbury, on applaudit ouvertement aux efforts de Moïse Tshombé, mais on n'y approuve pas dans la mesure où le dirigeant katangais sert les intérêts de la « présence blanche » en Afrique.

On n'oublie pas, en effet, qu'un Katanga farouchement indépendant et farouchement pro-occidental constitue une sorte de nouvelle « ligne Maginot » contre laquelle pourraient se briser les courants lumumbistes venant de la République du Congo. Or les Rhodesiens et les Sud-Africains, en craignant que ne germent chez eux les fermentes « lumumbistes », préparent craintivement le « virus communiste », mais redoutent en fait la vague d'indépendance qui déferle sur l'Afrique.

Les « affreux »

Lutte contre le communisme et appui de capitaux très importants, il n'en fallait pas plus pour attirer au Katanga ces fameux mercenaires, les « affreux », ceux d'Algérie, d'Indochine,



73 % du cobalt mondial, 7,4 % du cuivre, 5 % de l'étain.
Moïse TSHOMBE n'aime pas partager.

moins que la Conakat, parti du premier ministre katangais, a un homologue du côté rhodésien de la frontière : la Fertrikat. Les grands internationaux du cuivre relancent, par l'intermédiaire de politiciens africains dûment inspirés, le projet de fédération katango-rhodésienne, jadis laissée aux initiatives des blancs de l'Union katangaise et des groupes de choc fournis par des coloniaux nord-rhodésiens. M. Yamba, député nord-rhodésien très lié à M. Tshombé, a même proposé un nom pour la future fédération katango-rhodésienne : Copperia, appellation bien cuivrée, s'il en est. Une certaine diplomatie du cuivre voit déjà au-delà des actuelles difficultés katango-congolaises et elle s'apprête à exploiter la parenté ethnique des populations bamba réparties de part et d'autre de la frontière... »

Des négociations ont d'ailleurs été menées entre les dirigeants katangais et le gouvernement rhodésien de Sir Roy Welensky, par l'intermédiaire du capitaine Waterhouse, ancien chef de file des conservateurs britanniques ultra. Tout fut fait, en particulier, pour ôter des mains du gouvernement cen-

à exciter les convoitises. Ecouteons ce que nous en dit un journaliste belge, pourtant favorable à M. Tshombé (2) :

« ...Un vent d'internationalisation souffle sur le Katanga vers lequel afflue tout ce qu'il y a de plus valable et tout ce qu'il y a de moins valable parmi les industriels d'Europe et d'Outre-Atlantique. Dans cette foire d'emportage d'un nouveau genre, l'Italie remporte incontestablement la palme et décroche les plus jolis contrats. Il faut dire qu'elle a le geste large et qu'il y a peu, trois missions katangaises villégiaturaient simultanément dans les plus beaux palaces de Capoue et de la « dolce vita ». Trois missions katangaises qui se présentent toutes trois « missions officielles » et « travaillent » isolément sans que l'une songe à se soucier de ce que faisaient les autres et réciproquement. Cette étrange manière d'opérer n'a cependant pas été mauvaise pour tout le monde. Visiblement, l'Italie pose des jalons solides au Katanga où on parle beaucoup d'un pharaon automobile de Turin aurait passé avec les autorités katangaises... »

maudite

ne et d'ailleurs. Le recrutement de ces hommes semble avoir été organisé systématiquement par les autorités katangaises. A titre d'exemple, citons cette discussion entre Pierre Davister et trois « affreux » à Kongolo (3) :

« Comment en êtes-vous arrivés à vous engager dans l'armée katangaise ?

(Mon interlocuteur hésite et me regarde d'un œil soupçonneux comme j'avais l'intention de lui arracher un lourd secret militaire !)

— Ben... c'est assez compliqué !

— Mais encore ?

— Vous savez, il y a eu beaucoup de ministres du Katanga qui ont séjourné à Bruxelles. Ils se sont fait des relations, des amis. Ainsi, un des chauffeurs de taxi qui les conduisait souvent à l'Hôtel Plaza m'a dit que ces messieurs lui avaient confié qu'ils cherchaient des volontaires, n'ayant pas froid aux yeux, pour combattre les rebelles du Nord-Katanga. Je me suis présenté où il m'a été dit de le faire. C'est tout !

— Où vous êtes-vous présenté à Bruxelles ?

— Cela, je ne puis pas le dire !...

— Etes-vous satisfaits de votre genre de vie ?

— C'est évidemment l'aventure et, plus souvent un travail de « boucher » qu'une véritable guerre. Mais nous sommes bien payés et nous le serions mieux encore si on voulait bien nous régler nos « indemnités de brousse » promises à l'engagement mais qu'on ne nous paie jamais.

Des noms d'officiers ont même été avancés par le général Rikhye, et certains de ces noms sonneront curieusement aux oreilles de ceux qui, en France, ont milité pour la paix en Algérie : Gillet, Barvaux, Bousquet, Faulques (tortionnaire et assassin de Maurice Audin), Protin, Jacques, etc... Ces hommes sont tous d'excellents spécialistes qui ont l'expérience des états-majors et peuvent, de ce fait, former un encadrement efficace aux troupes désordonnées et sans expérience katangaises. Des cadres militaires français auraient établi un plan de sabotage et d'attentats au plastique pour le cas où la capitale katangaise tomberait aux mains de la force internationale.

A cet apport des « affreux », il faut ajouter l'appui non négligeable fourni ouvertement par la population européenne à la résistance de M. Tshombé. Les colons européens, armés, ont été mobilisés par des réseaux de résistance dirigés par des mercenaires blancs. A Elizabethville, les troupes de l'O.N.U. essuient chaque jour des coups de feu provenant d'immeubles habités par des Européens. Les dirigeants katangais ont bien compris le

parti qu'ils pouvaient tirer de cette situation puisqu'ils cherchent à empêcher le départ des ressortissants européens.

Comme on le voit, les troupes de l'O.N.U. ont affaire à forte partie. Le problème est encore aggravé par la surexcitation dans laquelle la propagande de la radio katangaise entretient les tribus favorables à M. Tshombé. La cristallisation des positions risque, dans ces conditions, de conduire à un véritable carnage, ou du moins, à une interminable guerre d'usure.

Les conséquences d'un échec

L'O.N.U. se trouve aujourd'hui engagée au Katanga dans une situation délicate. Sur le plan militaire, on ne peut envisager à court terme une victoire des « Casques Bleus », c'est-à-dire l'application par la force des résolutions du Conseil de Sécurité demandant l'expulsion de tous les mer-



(Agip)

Dans les rues, les partisans de M. TSHOMBE, machettes et barres de fer au poing

trement, la bonne volonté éventuelle de M. Tshombé ne suffirait pas, car, comme l'a déclaré le général McKeown, la situation lui échappe de plus en plus pour passer entre les mains des mercenaires dirigés par un

ces d'une intervention directe de l'Est et de l'Ouest.

Or, s'il est vrai que les grandes puissances financières ont joué un rôle fondamental dans le déclenchement de la tragédie katangaise, il est nécessaire toutefois d'ajouter qu'elles n'auraient pu aller si loin si elles n'avaient pas reçu, indirectement ou directement, l'appui de certaines grandes nations. Nous avons déjà signalé le rôle important joué par les gouvernements britannique, belge et rhodéiens.



(Keystone)

Les Casques Bleus : un rude combat
Derrière les mercenaires, le grand capitalisme international

cenaires étrangers. Sur le plan politique, l'attitude intransigeante prise par M. Tshombé ne permet pas d'envisager une conciliation ni avec le gouvernement central de Léopoldville, ni à fortiori avec l'O.N.U. Il semble bien, d'ailleurs, que même s'il en était au-

groupe d'ultras européens au service d'intérêts financiers.

Il est grand temps de situer les vraies responsabilités dans ce tragique conflit, dont les premières à faire les frais sont, bien entendu, les populations locales innocentes. Les intrigues du grand capitalisme international ont déclenché un processus qui a mis le Katanga à feu et à sang et qui menace d'alourdir dangereusement la tension internationale.

Il suffit pour s'en convaincre d'envisager un moment les conséquences d'un échec de l'O.N.U. au Katanga :

1) - L'organisation internationale serait fortement ébranlée par un coup si rude porté à son prestige : crise financière, amère déception des nations « non-engagées », accroissement de la tension Est-Ouest.

2) - Les Etats-Unis, qui ont, jusqu'à présent, été les plus fermes soutiens de l'action de l'O.N.U. au Katanga (ils contribuent presque seuls au financement des opérations) supporteraient mal, vis à vis de l'U.R.S.S., un second échec au Congo, peu de mois après le fiasco cubain. Là aussi, il en résulterait un regain de tension internationale, car les adversaires de droite du président Kennedy (tels M. Dean Acheson) y trouveraient de nouveaux arguments en faveur d'une politique d'intransigeance à l'endroit du pays de l'Est et des nations « non-engagées ».

3) - La fragile entente consacrée cet été entre MM. Adoula et Gigenza risquerait de ne pas résister à un tel choc et le Congo tout entier se trouverait à nouveau plongé dans l'anarchie et la guerre civile, ce qui aurait pour effet d'accroître les chan-

L'attitude de la France

Tout aussi condamnable a été l'attitude adoptée par le gouvernement français. Il est trop facile à ce dernier de déclarer que le problème congolais doit être réglé par les Congolais eux-mêmes alors qu'il livre ses avions (des Fouga-Magister) à l'armée katangaise et que ses ressortissants organisent militairement sur place la sécession. Cette hypocrisie ne saurait duper personne. Ajoutons que la France a refusé depuis le début de contribuer au financement des Nations-Unies, et sur ce point, nous affirmons notre complet accord avec la déclaration du *New-York Times* du 8 décembre dernier :

« Le refus de la France de contribuer aux opérations des Nations-Unies ressemble à l'action d'un citoyen d'un pays quelconque qui refuserait de payer ses impôts sous prétexte qu'il n'approuve pas la façon dont son argent est dépensé. Quand on applique ce genre de politique, c'est la démocratie qui disparaît et, avec elle, la coopération internationale. Nous autres Américains, ne pouvons que regretter cette position ».

La même attitude pourrait d'ailleurs être formulée à l'endroit de l'Union Soviétique. Celle-ci avait violemment critiqué l'action de l'O.N.U. au Congo à l'époque où M. Dag Hammarskjöld était secrétaire général. Depuis, avec la désignation de M. Thant à ce poste, elle a pris le parti de soutenir avec netteté les opérations des « Casques Bleus ». Mais comme avant, elle refuse de contribuer en quoi que ce soit au financement de ces opérations.

Aujourd'hui l'O.N.U. se trouve dans une situation financière désespérée et l'issue de sa politique apparaît bien incertaine. Parce qu'il possède des richesses qui ont excité les convoitises des dinosaures capitalistes, le Katanga est devenu une terre maudite. Si les petits ne parviennent pas à trouver les moyens de le faire, si les peuples des grands Etats ne parviennent pas à imposer à leur gouvernement de le faire, qui parviendra à mater les actes criminels de ces forces égoïstes et obscures ?

Jacques TOLLIVIER

(1) Cf. T.S., n° 68 du 23 septembre 1961 : « Qui défendra l'O.N.U. ? »

(2) Pierre Davister : « Katanga, enjeu du monde », pp. 273-274 (Editions Europe-Afrique, Bruxelles, 1961).

(3) Pierre Davister, op. cit., p. 260.

(Keystone)

A Bruxelles, manifestants et rapatriés contre l'O. N. U.

M. DEBRÉ, apôtre du

Le Monde du 2 décembre écrivait, à propos du conflit opposant au gouvernement les fonctionnaires et agents des services publics : « Les syndicats espèrent que la conférence de M. Debré permettra de renouer le dialogue ». Les malheureux ! Cette conférence devait être pour eux comme une douche froide, même si les pourparlers devaient continuer par la suite. Il est clair que le pouvoir gaulliste n'entend accorder que des meutes aux serviteurs de l'Etat, comptant d'ailleurs sur la « compréhension » de certains dirigeants syndicaux, sur les difficultés de définir une alternative au régime pour éviter une épreuve de force dangereuse pour celui-ci.

MAIS venons-en au contenu de la conférence de M. Debré, véritable exposé de doctrine économique et sociale. Tout d'abord, une remarque : le premier ministre existe. Lorsqu'il se compare modestement à Richelieu, le royaume est secoué par le rire, mais M. Debré n'est pas seulement le saboteur des décisions du monarque — qui lui abandonne volontiers l'intendance — ou un simple laquais, comme le prétendent certains.

C'est un homme fort important, dont l'influence contribue à déterminer la politique économique et sociale comme la politique algérienne du pouvoir. M. Debré a donc exposé dans une conférence de presse — la première qu'il tenait depuis son arrivée à la tête du gouvernement — une politique relevant de ce qu'on pourrait appeler le libéralisme autoritaire.

Cette doctrine se caractérise en effet par son libéralisme à l'égard du patronat et plus généralement du secteur

privé, et par son autoritarisme à l'égard des salariés, en particulier ceux du secteur public. M. Baumgartner — tenant d'un libéralisme plus orthodoxe — et M. Bacon — représentant d'une politique « sociale » amie de l'ordre établi — qui flanquaient l'un et l'autre le premier ministre lors de son exposé, n'étaient là que pour porter la caution résignée des amis du régime.

La politique sociale du Premier Ministre

M. Debré, après avoir évoqué le mouvement actuel de revendications, a déclaré que « la liberté d'opinion et des libertés syndicales a cependant des limites ». Enflant le ton, il n'a pas manqué de joindre la menace à la prédication : « Le gouvernement n'a pas le droit de laisser l'expression des libertés mettre en cause la sécurité ou le développement de la nation. Il n'a pas davantage le droit de laisser se répandre des idées dangereuses pour l'avenir économique et social de la nation, donc pour son avenir tout court ».

Autrement dit, les syndicats n'ont pas le droit de contester la politique économique et sociale du gouvernement et si les cheminots ou les fonctionnaires veulent à nouveau se mettre en grève, attention à la réquisition !

D'ailleurs, de quoi se plaindraient-ils ? Et M. Debré de se féliciter du redressement effectué depuis 1958 « qu'on ne nie plus », notamment en ce qui concerne l'expansion économique et la balance des comptes. Remarquons à ce sujet que l'expansion avait commencé depuis longtemps sous la IV^e République et que si l'équilibre de la balance des comptes avait été compromis par la politique de facilité menée sous Guy Mollet, son rétablissement a été opéré par une série de mesures réduisant la consommation des salariés et visant à attirer les capitaux.

En réponse à M. Debré, Pierre Mendès France a déclaré à Bordeaux : « L'expansion économique depuis 1958 a produit 17 à 18 % de biens nouveaux, le gâteau national est aujourd'hui plus grand et pourtant, les salaires, dans l'ensemble, n'ont été augmentés que de 9 %. Le secteur public a été moins bien traité. Quant aux paysans et aux vieux, ils sont restés encore plus en arrière. Comme on le voit, la répartition du revenu national n'a pas été équitable pour tous. Il aurait fallu une répartition plus juste à ce surcroît de production ».

M. Debré a pourtant affirmé sans rire que l'expansion économique s'était accompagnée d'« une politique sociale d'une ampleur et d'une qualité qui n'ont sans doute pas eu d'égal depuis les lendemains de la Libération ».

Le premier ministre a parlé de l'augmentation des investissements sociaux, alors qu'on connaît l'insuffisance des moyens mis à la disposition de l'Ecole publique, alors que l'enseignement technique est notamment sous-développé, alors que les centres d'apprentissage doivent refuser des élèves. Le premier ministre a insisté sur les transferts de revenus. En ce qui concerne « le remboursement réel des frais d'assurance-maladie », on sait que nombre de médecins n'ont pas signé les conventions garantissant le remboursement des visites à 80 %. En ce qui concerne l'augmentation des allocations familiales, on sait le retard qu'elles avaient pris par rapport aux salaires. Pour ce qui est de l'assurance-maladie agricole, les améliorations qui y ont été apportées ne l'ont été qu'à la suite d'un mouvement d'agitation sans précédent dans les campagnes, agitation qui a obligé le gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des agriculteurs.

Quant aux réformes de structure, en particulier l'intérêt des travailleurs, elles ne constituent pas une véritable promotion sociale de ceux-ci. Très peu de contrats d'intérêt ont été signés. L'intérêt suscite l'hostilité ou la méfiance des organisations syndicales. Il s'agit, en fait, d'un détournement de salaires pratiqué par le patronat pour freiner les revendications, entraver l'action syndicale, assujettir le travailleur à l'entreprise et au pouvoir de ses dirigeants. Il s'agit d'une version édulcorée de l'association capital-travail que l'U.N.R. n'a pas osé ressortir des cartons poussiéreux de l'ancien R. P. F.

M. Debré a dû reconnaître toutefois l'impuissance du gouvernement à juguler la hausse des prix. Il a incriminé à ce sujet le plein-emploi qui « provoque une surenchère sur les salaires des travailleurs, et notamment des travailleurs qualifiés ». Faudrait-il qu'un peu de chômage vienne freiner la hausse des salaires qui, selon le Premier ministre, se répercute automatiquement sur les prix ? Et croit-il que, dans l'hypothèse d'une fin de la guerre d'Algérie — que le gouvernement semble d'ailleurs peu pressé de terminer — les jeunes qui retourneraient à la vie civile accepteraient de se voir privés d'emploi ?

D'autre part, M. Debré a souligné que « dans l'attente des réformes de notre structure agricole qui eussent dû commencer voilà bien des années et qui, de toute façon, sont lentes, les exploitants attendent de prix élevés une amélioration de leurs revenus ». Pourquoi, le nouveau pouvoir, si sévère à l'égard de ses devanciers, n'avait-il pas entrepris lui-même ces réformes avant la révolte paysanne de l'été dernier ? Et le Premier ministre n'a pas parlé des profits des intermédiaires et de la réforme nécessaire des circuits de distribution.

Le problème du secteur public

M. Debré a parlé ensuite du secteur public, pour lequel il se refuse à établir une distinction entre fonctionnaires et agents des entreprises nationalisées : « L'Etat, patron des uns, tuteur des autres, ne peut faire deux poids et deux mesures ».

Par ailleurs, il s'oppose contre l'avis des syndicats, à établir une parité entre les rémunérations du secteur public et celles du secteur privé. A l'appui de sa thèse, M. Debré use notamment de l'argument suivant : « Le secteur privé est vaste et sa variété est incroyable. Toute comparaison se ferait avec la partie la plus défavorisée de ce secteur, et qui n'est pas toujours le même ». D'autres mettront peut-être en avant les avantages particuliers dont jouissent les travailleurs du secteur public : retraites, sécurité de l'emploi, etc... Il convient de noter à ce sujet que ces avantages font de moins en moins figure de priviléges, en raison par exemple de l'institution des retraites complémentaires, et du fait que les salaires du secteur privé augmentent plus vite que ceux du secteur public. Certes, nous n'ignorons pas les disparités qui existent au sein du premier selon les branches d'industrie, les régions, etc... Cependant, si, en moyenne, les travailleurs du secteur public sont plus mal rémunérés que ceux du secteur privé, il s'ensuit que le secteur public est sacrifié alors qu'il contribue puissamment à l'accroissement de la richesse nationale.

En effet, si les nationalisations n'ont pas abouti à une transformation de la condition des salariés des entreprises publiques — qui ne participent pas plus à la gestion que ceux des entreprises privées — elles sont d'incontestables réussites sur le plan technique. Le principal reproche que l'on puisse faire à l'Etat est d'avoir étatisé les entreprises publiques. Leur gestion est soumise au contrôle tracassier des ministres de tutelle. La procédure de conciliation qui existe en cas de conflit avec les syndicats est une plaisanterie. L'Etat ne peut être arbitre puisqu'il est à la fois juge et partie. Il est curieux de constater que les hommes qui se réclament d'un certain libéralisme lorsqu'il s'agit du secteur privé deviennent étatistes lorsqu'il s'agit du secteur public. M. Debré, qui est incapable d'obtenir du patronat le respect de simples recommandations, s'oppose vivement à toute autonomie de gestion des entreprises nationalisées. Il le fait naturellement, au nom de considérations financières. C'est ainsi qu'il a déclaré, en réponse aux questions des journalistes : « Quel que soit le statut juridique de ces entreprises, tout le monde sait qu'en fin de compte, c'est le budget qui est touché. Même dans le cas où les entreprises paraissent disposer de ressources suffisantes et procèdent par autofinancement, elles n'hésitent pas à se tourner vers l'Etat pour obtenir une compensation lorsqu'elles doivent faire face à des augmentations de dépenses ».

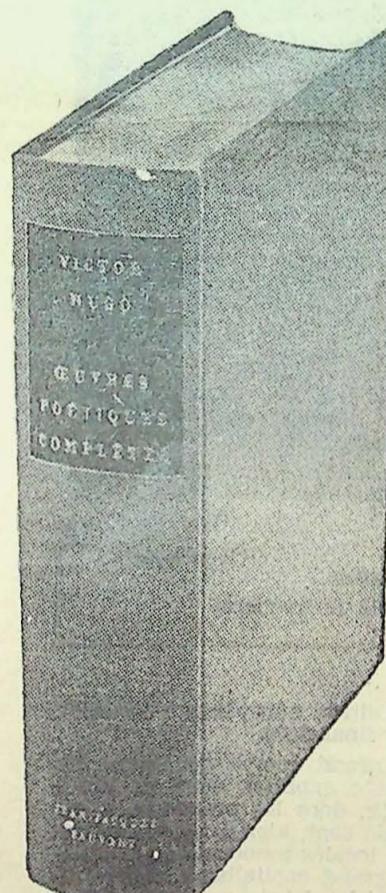
Cependant, ne pourraient-on, parallèle-

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs la primeur d'un ouvrage sensationnel : les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de VICTOR HUGO en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel), ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'Automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des Siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages. Ce volume, dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, vient d'être salué à la Foire du Livre, à Francfort, comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages, format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâitez-vous donc de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs : ils adressent immédiatement, 71, rue des Saints-Pères, Paris (VI), le bon de commande ci-dessous :



Jusqu'au 15 décembre

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES POUR NOS LECTEURS

FRANCE METROPOLITaine

13,50 NF par mois (10 vers.)
ou 120 NF COMPTANT
(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile
Transport et emballage gratuits

Rien à payer d'avance

BON à adresser à TRIBUNE SOCIALISTE,
(Service Littéraire) 71, rue des Saints-Pères, Paris-6^e

Veuillez m'adresser les Œuvres Poétiques complètes de Victor Hugo
Je réglerai en 1 3 10 versements

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire signature:

libéralisme autoritaire

ment à une gestion plus souple permettre que les Entreprises nationalisées vendent leurs produits ou leurs services à des coûts plus conformes à leurs prix de revient ?

Le S.G.E.N. (le syndicat des enseignants CFTC) a fort bien souligné les conséquences de la politique pratiquée par M. Debré à l'égard du secteur public : « Le Premier ministre a clairement reconnu qu'en refusant au secteur public les moyens de recruter un personnel aussi qualifié que le secteur privé, la politique qu'il anime sert délibérément les intérêts de l'entreprise capitaliste privée au détriment du secteur public (industries nationalisées et fonction publique), cela au moment où les possibilités de développement économique apparaissent dans tous les pays plus que jamais dépendantes de l'avenir des services publics, tels que celui de l'enseignement et de la recherche, au moment où la grande faiblesse des démocraties occidentales réside dans l'opulence des entreprises capitalistes et la misère des services publics ».

Le spectre de l'inflation

M. Debré se défend par ailleurs d'avoir procédé à des augmentations d'impôts pour rendre impopulaires les revendications des travailleurs du secteur public. Il assure que de nouvelles ressources étaient nécessaires pour financer les maigres satisfactions qui leur ont été accordées. Toutefois, son argumentation n'est pas convaincante. Ainsi que le soulignait M. Pierre Drouin dans *Le Monde*, « l'effort gouvernemental en faveur du secteur public, limité au taux actuel, aurait pu être absorbé en évitant le recours à des recettes nouvelles, « dans la foulée », sans risque d'inflation supplémentaire ». Et le même journaliste a confirmé ce que nous écrivions dans le précédent numéro de *Tribune Socialiste* sur le caractère théorique de la fameuse « impasse » budgétaire de 700 milliards : « Aux dernières nouvelles, « l'impasse » effective est d'ailleurs sensiblement inférieure à « l'impasse » théorique inscrite pour 1961 dans le budget ».

Mais afin de s'opposer à la hausse des salaires, M. Debré a repris un argument avancé par le CNPF : « La pression des salaires pèse sur les prix et la hausse des prix, en relançant la hausse des salaires, risque d'aggraver l'évolution, c'est-à-dire tend à enlever à notre économie le caractère compétitif durable obtenu en 1958 ».

Le rétrécissement probable de nos débouchés extérieurs — qui est déjà un fait en ce qui concerne l'Algérie — ne commande-t-il pas une relance de l'expansion qui donne des signes d'essoufflement, par une augmentation de la consommation ?

L'équilibre de la balance des comptes et celui du budget intérieur permettent d'affirmer qu'il n'y a pas actuellement de danger d'inflation et, qu'il convient de reléguer au magasin des épouvantails le spectre de l'inflation agité par M. Debré pour s'opposer aux revendications.

Les charges de l'Etat : Algérie et force de frappe

Cependant, les revendications des salariés ne peuvent manquer d'entrer en concurrence avec les charges productives supportées par le budget national. Pour énumérer ces dernières, M. Debré a quitté le ton de l'économiste pour retrouver celui du moraliste : « Nous vivons une époque difficile, a-t-il dit ; notre première difficulté a un nom, elle se nomme l'Algérie, et les conséquences des transformations nécessaires ont des incidences réelles sur nos finances et notre économie. » Lénine disait : « La politique, c'est de l'économie concentrée ». A l'inverse, on peut dire que la situation de l'économie est la conséquence d'une certaine politique.

A cet égard, M. Debré, qui de 56 à 58, a aidé les ultras, qui a conspiré avec eux, n'a aucune qualité pour prêcher la patience aux salariés au nom des exigences du patriotisme. Trop grande est sa responsabilité dans la prolongation du drame algérien.

La seule chose que l'on peut retenir,

sur le plan économique et financier, c'est que le pourrissement du conflit rendra inévitable, même si M. Debré disparaît, le reclassement en France de centaines de milliers d'Européens d'Algérie. Le coût d'un tel reclassement diminuera d'autant les avantages résultant de la fin de la guerre.

Il n'y aura pas non plus d'allégements des dépenses improductives si l'on ne renonce pas à la constitution d'une force de frappe nationale que M. Debré a justifiée ainsi : « Si nous



voulons rester une nation capable d'exprimer une volonté, capable d'être écoutée par ses amis et, le cas échéant, redoutée par ses adversaires, il faut absolument dans les dix années qui viennent améliorer la modernisation de notre appareil militaire. Cette politique s'appelle l'arme atomique et les « engins ». Ce qui est présenté par M. Debré comme un impératif absolu est également contestable. Même si le pouvoir entend, par la constitution de cette force de frappe, contribuer à guérir l'armée de ses traumatismes indochinois et algérien, le remède ne peut être qu'à longue échéance et nombre d'officiers ne sont pas assez sots pour ne pas voir que nous ferons piteuse figure dans une compétition où nous nous engageons avec des années de retard et avec des moyens considérablement moindres que ceux de l'URSS et des USA.

La tarte à la crème du IV^e Plan

Cette question des charges imprudentes éclaire d'une étrange façon le projet de IV^e Plan dont les résultats assure le Premier ministre, permettant de donner satisfaction à tout le monde. « Nous nous sommes engagés, a-t-il déclaré, à un examen annuel de la répartition des « revenus résultant de l'expansion ». Et M. Debré d'exposer aux journalistes : « ce contrat de paix sociale, c'est l'acceptation de normes communes par les représentants qualifiés des ouvriers et des chefs d'entreprises et de l'Etat qui ont tous intérêt à une expansion, mais qui ne soit pas incompatible avec le maintien de la liberté ».

La majorité du Conseil économique et social, qui a pourtant voté le projet de Plan, est moins optimiste. « Il lui apparaît en particulier, a-t-elle précisé dans un avis, que la politique sociale tracée par le Plan n'est pas de nature, en raison de son imprécision et de ses lacunes, notamment en ce qui concerne la répartition des fruits de l'expansion et l'harmonisation des conditions de vie de la population, à servir de levier suffisant, ni à susciter l'adhésion générale indispensable pour la réalisation d'objectifs tout à la fois ambitieux et nécessaires ». Nul ne peut dire dans quelle mesure la réalisation du Plan s'accompagnera d'une élévation de son niveau de vie et d'une diminution de la durée de travail.

D'autre part, on peut faire certaines réserves sur l'efficacité d'une planification indicative qui ne s'appuie pas sur une nationalisation effective du crédit et sur un contrôle de l'autofinancement. Le taux des investissements privés est actuellement inférieur en France à ce qu'il est dans les pays voisins, membres du Marché Commun et leur orientation est parfois critiquable (exemple : construction d'immeubles destinés à la spéculation).

Dans ces conditions, si les syndicats acceptaient l'austérité que M. Debré baptise discipline, ils feraient un marché de dupes.

La tactique des satisfactions partielles

Le défi lancé par M. Debré aux travailleurs du secteur public appelait logiquement une réponse de caractère interprofessionnel par le moyen d'une grève accompagnée de manifestations de masses.

Afin de pallier ce danger, le gouvernement pratique la tactique des satisfactions partielles accordées en ordre dispersé. Devant la menace d'une grève de la fonction publique, il a attribué aux fonctionnaires 2,25 % d'augmentation à compter du 1^{er} novembre, ce qu'il avait précédemment accordé aux agents de l'E.G.F. et de la S.N.C.F. L'écrasement de la hiérarchie permettra de donner à chacun un « cadeau de Noël ». A cela, s'ajoute la promesse d'améliorer les petits salaires, l'année prochaine.

En ce qui concerne les cheminots, M. Buron a indiqué aux représentants des syndicats qu'ils devaient se montrer satisfaits. A la suite de cette entrevue, les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont publié le communiqué suivant :

« Le ministre a confirmé que les positions gouvernementales restent inchangées et a démenti formellement les affirmations de la fédération autonome des cadres sur la possibilité de grouper la totalité des « étapes » de la réforme des salaires au 1^{er} janvier 1962, (ce qui aurait abouti, à cette date, à une augmentation totale de 7,5 % en moyenne).

Dans ces conditions, le conflit demeure ouvert et les fédérations confirment leur décision de réunir d'urgence leurs organismes de direction pour prendre toutes décisions d'action qu'impose l'intransigeance gouvernementale.

A l'heure où j'écris, l'entretien prévu entre le Premier ministre et les dirigeants des syndicats de l'E.G.F. n'a pas encore eu lieu. Il n'est pas exclu que le gouvernement fasse un petit geste supplémentaire en faveur des gaziers et électriques pour isoler les cheminots. Un refus de sa part provoquerait en effet, un nouveau conflit simultanément dans les deux entreprises nationalisées.

Maurice Combes.

A la disposition des sections :

La nouvelle affiche du P.S.U.

Les consommateurs dépensent chez le boucher 3.000 milliards par an;

Les éleveurs touchent 1.200 milliards.

Les intermédiaires encaissent la différence de 1.800 milliards.

Le paysan gagne, en moyenne, 750.000 F par an.

Le grossiste des Halles, selon sa « taille », se contente de 30 à 125.000.000.

Halte à la spéculation !

Il faut faire cesser le scandale de la Villette!

Il ne suffit pas qu'un ministre dénonce ce scandale pour que les intermédiaires parasites disparaissent.

Le régime gaulliste ne supprimera pas les intérêts des intermédiaires qui bloquent toute réforme d'ensemble.

Seul, un gouvernement démocratique, s'appuyant sur les producteurs et les consommateurs, peut la réaliser.

● Pour une réforme générale du système de distribution.

● Pour des circuits courts : du paysan à l'abattoir de coopérative, de la coopérative aux consommateurs.

10 FRANCS L'AFFICHE
Régler à la commande :
54, Bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. Tribune Socialiste
5826.65 PARIS

Du producteur au consommateur

Sur ce thème, Tanguy-Prigent et Edouard Leclerc ont animé le 1^{er} décembre, au Mans, un « forum de la gauche » que présidait M. Lucas, secrétaire de la Fédération P.S.U.

La présence de nombreux commerçants et d'ouvriers a permis à Edouard Leclerc de préciser l'esprit et la technique de sa formule (notamment en ne négligeant pas le danger qu'elle pouvait constituer en donnant au patronat un alibi pour refuser d'augmenter les salaires).

Les deux orateurs ont été d'accord pour reconnaître la sclérose et la bureaucratisation du mouvement « coopératifs » (dont aucun magasin ne s'est intéressé aux expériences de « vente directe » des producteurs bretons) et les dangers du « gigantisme » de la coopération agricole, tous ces défauts aboutissant en fait à empêcher le contrôle des consommateurs et des producteurs.

Edouard Leclerc a admis que sans des changements structurels, sa formule ne pourrait pas se développer (« si les poujadistes et les dorgéristes viennent au pouvoir, elle est condamnée », a-t-il dit) mais il ne va pas jusqu'à la prise de conscience d'un changement des structures sociales (« rien ne se fera dans la haine », a-t-il répondu à une question d'un auditeur sur cette nécessité).

La confrontation a été passionnante mais non passionnée, car les épiciers eux-mêmes, venus nombreux et a priori hostiles (les affiches annonçant le forum avaient été barrées du bandero « justice fiscale ») ont été entraînés dans la discussion et ont donné ainsi aux consommateurs et aux militants présents l'occasion de mieux apprécier la sincérité de Leclerc et l'étape que constitue son expérience.

“L'ORDRE SOCIAL” aux parcs des Ponts et Chaussées de l'Yonne

Depuis quelques temps a été nommé au poste d'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées un certain M. Tessonneau dont l'action dictatoriale et réactionnaire est bien dans la ligne du régime actuel. Alors que jusqu'ici tous les travailleurs des parcs auxiliaires ou permanents étaient régis par une circulaire ministérielle n° 139 du 10 octobre 1953 donnant à tous les conducteurs d'engins la qualité d'« ouvriers de parcs » et fixant leur barème de salaires, M. Tessonneau a pris en date du 3 octobre 1961 une décision unilatérale qui crée en fait l'instabilité totale de l'emploi même pour du personnel employé depuis de nombreuses années.

Ces travailleurs se voient ainsi refuser la garantie de l'emploi et imposer une nouvelle échelle de rémunération purement arbitraire (indice 110 pour la 1^{re} catégorie à l'indice 145 pour la 5^e après 15 ans de service !)

D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'une mesure anti-sociale, mais d'une tentative destinée à liquider le plus gros du personnel des parcs.

Ne serait-il pas également question dans une première étape de liquider le matériel et « l'usine » (de revêtements) de Sens pour les regrouper à Auxerre ? Et dans le même temps on utilise pour refaire une toute petite route secondaire, la technique du « tapis de sable », excellente technique mais très coûteuse et généralement réservée aux très grandes voies. Mais l'entreprise privée qui a fourni les matériaux doit s'en frotter les mains.

De telles mesures ne visent ni plus ni moins qu'à affaiblir ou liquider un service national pour confier les travaux au secteur privé auquel iront tous les bénéfices.

Les capitalistes peuvent dire un gros merci à Monsieur Debré et à ses agents, mais le personnel des parcs ne se laissera pas faire.

OFFRE D'EMPLOI

Le Comité d'Etablissement de Sud-Aviation recherche pour Su-

resnes :

- Bibliothécaire discothèque. Connaissant dactylographie.
- Mi-temps (11 h - 16 h).
- Restaurant sur place.
- Travail varié, nécessitant dynamisme.

■ Ecrire à : M. le Secrétaire du Comité d'Etablissement de Sud-Aviation, 57, rue Victor-Hugo, COURBEVOIE (Seine).

DES DATES A RETENIR :

Paris V.

Une réunion publique est organisée par la V^e section du P.S.U. le

LUNDI 18 DECEMBRE

à 21 heures, à la Mutualité, rue Saint-Victor, salle G, sous la présidence de M. Kastler, professeur à la Sorbonne, avec Manuel Bridier, membre du bureau de la Fédération de Paris, et Robert Verdier, membre du Bureau National du P.S.U.

Week-end Seine-Banlieue

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. organise un week-end de formation sur l'Action « jeunes », les samedi 16 et dimanche 17 décembre.

Thèmes :

• Samedi après-midi : « Jeunesse organisée et pouvoir ».

La politique du Commissariat de la Jeunesse et des Sports, de l'O.S.S.U. à l'A.S.S.U.

Le gouvernement et l'U.N.E.F.

Description des mouvements de jeunesse politiques et culturels.

• Samedi soir : veillée culturelle.

• Dimanche matin : le fait social jeune.

• Dimanche après-midi : la politique socialiste de la jeunesse.

Lieu : Maison de l'Union des Jeunes Gens de France, Le ROCHETON-LA ROCHEILLE par MELUN (S.-et-O.).

Date : SAMEDI 16, DIMANCHE 17 DECEMBRE, arrivée 11 h. le samedi ; installation, déjeuner ; départ 17 h. 30 le dimanche.

CONDITIONS MATERIELLES : 18 NF (il est souhaitable que la Section prenne la moitié de cette somme à sa charge) comprenant : frais de secrétariat, déjeuner et dîner du samedi, hébergement de la nuit de samedi à dimanche p'tt déjeuner, déjeuner de dimanche Amener sac de couchage. — TRANSPORT : gare de Melun, puis trois km environ à pied par la route vers Fontainebleau. A la hauteur de la station Shell, tourner à gauche, Le Rocheton est le grand bâtiment que l'on aperçoit au fond. Voiture préférable (voir volet d'inscription). Ce week-end est réservé aux adhérents du P.S.U., J.S.U. et E.S.U.

Bobigny

A l'appel du P.S.U., de l'A.S.F. et de la C.F.T.C., un gala de solidarité est organisé le

MARDI 19 DECEMBRE

au cinéma « Le Royal » (près de la mairie), au bénéfice des victimes de la répression.

Notre camarade Jean Chatagnier y prononcera une allocution.

Pierre Mendès France

à La Rochelle

Tous les membres du parti et les sympathisants qui ont assisté à la réunion qu'a tenue, à La Rochelle, le 6 décembre, notre camarade Pierre Mendès-France ont pris conscience qu'en parfait accord avec la politique des instances du P.S.U., tous les militants devraient se considérer comme mobilisés et que la fin de la guerre d'Algérie et de des séquelles dépendent en grande partie de la volonté de la base à résister au fascisme sous toutes ses formes.

Répondant aux questions de nos camarades, P. Mendès-France explique que le regroupement de la gauche doit se faire mais que l'audience des partis n'étant pas suffisante, il faut s'appuyer également sur les syndicats et sur tous ceux qui s'opposent au pouvoir de la mitrailleuse. Face à une initiative éventuelle de l'O.A.S., toutes les forces démocratiques doivent s'unir pour organiser le combat : grève, formation de milices armées actions sur le contingent. S'il règne une volonté de résistance dans le pays, une partie des cadres de l'armée et le contingent refuseront l'aventure ; nous affirmons l'O.A.S. si nous affichons notre volonté de combattre, notre volonté de résistance.

Il faut proposer une solution simple pour répondre à l'option : « de Gaulle - l'O.A.S. ou rien », pour ne pas laisser un vide après la fin du régime actuel ; c'est après le gouvernement intérimaire de 2 mois que les socialistes devront saisir la chance qu'ils risquent d'avoir de faire les profondes transformations qu'exige le socialisme.

Comme à Dijon, l'U.D. de la C.G.T. a envoyé une forte délégation s'entretenir avec notre camarade, à la satisfaction des deux interlocuteurs ; la Fédération de la Charente-Maritime du P.S.U. se félicite de cet état de chose et espère qu'il prépare les larges regroupements que la situation impose.

Une nouvelle section P.S.U. à Saint-Flour

La Fédération du Cantal du P.S.U. a organisé mercredi dernier, à Saint-Flour, une réunion d'information, avec le cours de Raymond Guillaneuf, secrétaire de la Fédération voisine du Puy-de-Dôme.

Devant une assistance attentive, M. Guillaneuf a analysé la situation politique actuelle ; il a montré que la dégradation de l'Etat allait en s'accentuant chaque jour et que le pays était au bord de la guerre civile : « La V République n'a su résoudre aucun problème, a-t-il déclaré, le malaise économique et social est certain ; la laïcité est chaque jour un peu plus bafouée ; surtout la guerre d'Algérie continue et s'aggrave ; la plus complète anarchie y règne et le « pouvoir » est incapable de faire respecter ses décisions ».

Raymond Guillaneuf a alors exposé la politique que le P.S.U. préconise pour résoudre cette crise : il faut que sur un programme de construction démocratique et socialiste toutes les forces vives du pays s'unissent : syndicats, mouvements de jeunes, organisations de loisirs, organisations culturelles et partis politiques naturellement ; « Front Socialiste » présenterait une solution de rechange à l'incapable régime gaulliste. C'est dans cette perspective que le P.S.U. a jugé intéressante l'initiative de son camarade Pierre Mendès-France qui a lancé l'idée d'un gouvernement qui mettrait fin à la guerre d'Algérie en reconnaissant l'indépendance de ce pays, mettrait hors d'état de nuire les fascistes et proposerait une constitution démocratique au pays. gent certes une discussion ; mais la tâche Les propositions de Mendès-France exigent en tout une soixantaine de convives. de tous les démocrates est de s'unir pour faire triompher la République.

Une intéressante discussion suivit l'exposé de notre camarade, au cours de laquelle les participants soulignèrent le rôle que la jeunesse a à jouer dans cette construction d'une nouvelle démocratie, rôle d'ailleurs qu'elle est prête à assumer comme le montrent les courageuses prises de position de l'Union Nationale des Etudiants de France.

Afin de défendre cette politique de « Front Socialiste », il fut décidé de créer une section P.S.U. à Saint-Flour. Le Secrétariat provisoire en est assuré par Mme Nella Concordet, 2, rue des Laes, Saint-Flour.

Le week-end - formation de Jarny (M.-et-M.)

La Commission de formation fédérale, animée par François Borella, a organisé son premier week-end de formation, à Jarny, dans le bassin sidérurgique et minier de Longwy.

Quarante militants du P.S.U. étaient réunis, ouvriers sidérurgistes, mineurs, étudiants, venus de Nancy, etc..

Pierre Belleville et Henri Longeot, membres du Bureau National, animaient la discussion.

Après une analyse critique de l'expérience du Front Populaire et de la politique menée à la Libération, les participants ont précisé les caractères concrets du Front Socialiste préconisé par le P.S.U., seule stratégie possible, dans la situation actuelle.

Des conclusions pratiques ont été tirées en ce qui concerne le développement des contacts du Parti avec les forces sociales du département.

Argentan

Jeudi 7 décembre, s'est tenue à Argentan (Orne) une réunion publique, avec la participation d'Henri Longeot, du Bureau National.

A la suite de cette réunion, un certain nombre d'assistants — cheminots et étudiants — ont décidé de constituer prochainement une section P.S.U., à Argentan.

Le banquet des Avocats P.S.U.

Le groupe des Avocats P.S.U. a tenu son banquet annuel le 29 novembre. Ce banquet groupait des magistrats, des Professeurs de Droit et des avocats P.S.U., en tout une soixantaine de convives. La salle était trop petite, ont a été contraint de refuser des camarades !

Le banquet s'est déroulé dans une chaude atmosphère de camaraderie. Mendès-France, qui présidait, a fait un long exposé de ses idées. Il a insisté notamment sur l'excellence de la position stratégique du P.S.U. « Le régime s'use. Nous devons être les animateurs du renversement ».

CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ

Le Noël des emprisonnés

S'IL fallait donner une justification à la campagne lancée par la commission de solidarité du P.S.U. pour le NOËL DES EMPRISONNÉS, le courrier reçu ces derniers jours apporterait des éléments décisifs. Citons quelques extraits d'une lettre d'un détenu du camp de V... :

« Nous attendons toujours les circulaires (pour l'application du régime A-NDLR) ou la visite de la Croix-Rouge, nous ne voyons rien venir... La situation empire de jour en jour. La majeure partie des assignés est malade et aucune hospitalisation n'est faite vu que le pavillon destiné aux internés est déjà complet... »

Des camarades P.S.U. de Millau nous adressent quelques informations concernant les détenus du camp du Larzac :

« Sur les 3 ou 4.000 assignés à résidence, 30 à 40 seulement n'ont pas fait la grève de la faim qui a été accompagnée d'une grève du froid (couvertures rendues et fenêtres cassées) et d'une grève du courrier et des colis... Des piqûres étaient faites sur place au plus mal en point (l'un d'eux étant tombé à 4 de tension)... Un service de réanimation était révu à l'hospice de Millau où une garde discrète était assurée par des C.R.S.... Deux compagnies de C.R.S. sur trois, préposées à la garde du camp sont uniquement formées de « pieds noirs » jugés trop dangereux en Algérie... »

Nous apprenons enfin que les femmes algériennes détenues à la Petite Roquette à Paris ne bénéficient pas encore du régime politique. De plus, des travaux d'« aménagement » ont été entrepris dans les cellules dont le premier résultat est de laisser ces femmes sans feu. Faut-il préciser qu'il leur est interdit de sortir... »

Mais, à côté des nouvelles peu réconfortantes, les témoignages des amis qui ont déjà répondu à notre ap-

pel montrent que la solidarité n'est pas un vain mot. Chez Simca, une collecte a été organisée et 70 NF ont été recueillis. De Madagascar, un camarade nous adresse 120 NF. De Suède, un sympathisant nous envoie 50 NF. La Fédération de Paris a mis au point un plan de travail qui doit donner de bons résultats.

Songez-y : un colis de NOËL revient (grâce à des prix de gros) à 15 NF. Les détenus sont 20.000...

MULTIPLIEZ LES INITIATIVES. ORGANISEZ COLLECTES, SOUSCRIPTIONS.

Le succès dépend de vous tous. De toi aussi, camarade...

Adresser vos versements à :

Louis HOUDEVILLE, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine) - C.C.P. PARIS 10.862-26.

S. O. S. SOLIDARITÉ

La femme d'un détenu politique emprisonné à Fresnes, occupe avec sa petite fille un meublé pour lequel elle doit payer chaque mois 250 NF. Inutile de préciser ce que cette somme représente pour elle.

Elle cherche une pièce vide, une chambre de bonne. Elle a des meubles.

POUVEZ-VOUS L'AIDER ?

• S'adresser à la Commission de Solidarité :

8, rue Henner, Paris (IX^e)



C.C.P. Tribune
Socialiste
5.826-65 — PARIS

m. dokollou

LES LIVRES

Histoire des vacances

Si les vacances d'été sont terminées, celles d'hiver sont proches. Et il n'est pas intéressant d'étudier ce phénomène moderne : les vacances, forme la plus sensible du loisir. Le livre de Patrice Boussel nous y convie en nous traçant, non sans humour, une fresque de l'évolution de ce besoin qu'aujourd'hui nous considérons comme vital et qui voici quelques décennies était encore l'apanage des privilégiés. Maints détails curieux sont révélés. Un exemple : le Concordat signé par Napoléon eut un effet ignoré par nos livres d'histoire : la réduction des jours fériés et chômés...

L. H.

HISTOIRE DES VACANCES, par P. Boussel (Berger-Levrault éditeur - 1 vol. relié - 15 NF).

Statistiques sociales

En 100 pages, le militant a désormais à sa disposition une documentation statistique complète portant sur les salaires, l'emploi, les indices de prix, l'évolution des loyers dont l'évolution est suivie sur une longue période, parfois plus d'un siècle... C'est dire l'intérêt de cet ouvrage qui réunit dans un format maniable et pratique une documentation jusqu'alors dispersée dans de multiples publications aussi onéreuses que difficiles à consulter. En outre, le vocabulaire statistique le plus fréquemment employé est expliqué clairement et des vocables souvent employés mais rarement définis sont désormais à la portée de tous.

Nous avons particulièrement remarqué les tableaux d'indices de prix (1900-1961), l'évolution du prix de revient d'un immeuble (1914-1961) transports S.N.C.F. (1845 - 1960), pouvoir d'achat (1900 - 1961), production industrielle, emploi, etc.

Ce manuel est indispensable.

L. H.

STATISTIQUES SOCIALES (Liaisons Sociales Edit. 1 vol. 9,50 NF).

Les luttes cahier spécial de "Révoltes"

EDITE par une équipe de militants des Auberges de la Jeunesse, le bulletin trimestriel culturel et technique, « Révoltes » aborde en chacun de ses numéros les questions propres à favoriser « la prise de conscience des réalités sociales par les jeunes ». Sous la forme de fiches l'essentiel est dit chaque fois, qu'on aborde l'Armée, la Guerre, (n° 7) la laïcité, le cléricalisme (n° 12), la liberté (n° 13) ou, comme cette fois les luttes ouvrières. « Révoltes », en effet, publication qui ne cache pas ses idées « de gauche », se veut aussi indépendante et objective. Et ceci n'est nullement une affirmation vide.

Le numéro 15, sur lequel nous voudrions attirer l'attention de nos camarades, se présente comme un excellent matériel de discussion dans les groupes. Le comité de rédaction, fidèle à ses habitudes y a inclus soit des textes, « classiques » du mouvement ouvrier, soit des commentaires des dates importantes de l'histoire du mouvement ouvrier. Maurice Sédes analyse d'abord la notion de luttes de classes qu'il fait sienne et Jean Ribes résume l'histoire des 1er mai. G. Thoveron évoque les grèves belges de 1960 et Lucienne Bloch développe la phrase de Karl Liebnecht : « La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne ». Un article sur le mouvement ouvrier et la littérature précède un montage de textes de Karl Marx à propos de la Commune de Paris. Nos camarades trouveront encore des poèmes, des chants depuis le connu « Ceux d'Oviedo » jusqu'au « Chant du pain quotidien ».

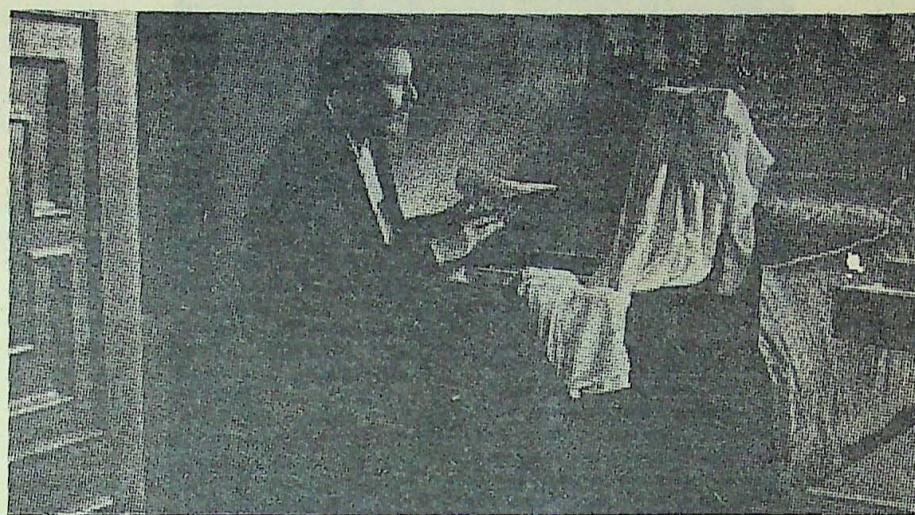
L'ensemble forme un tout cohérent et nous ne saurions trop en recommander la lecture... et l'utilisation.

E. C.

L'affaire de Viridiana

C E n'est pas tous les jours qu'il arrive une telle affaire : elle vaut la peine qu'on en retrace l'historique. Luis Bunuel, Espagnol, a vu sa carrière de cinéaste se dérouler dans plusieurs pays. Ayant rejoint, avant la guerre, le groupe surréaliste parisien, il tourne deux films, *Un chien andalou* (avec Salvador Dalí) et *l'Age d'Or*, le second surtout, scandalisent les bien pensants par leur violence poétique. Ces films paraissent parfois un peu hermétiques : les ligures de doite qui allèrent jeter de l'encre

des politesses entre généraux chefs d'Etat, de part et d'autre des Pyrénées ; les activistes de Madrid servent de monnaie d'échange contre les persécutions d'*El Campesino* et l'interdiction de journaux républicains espagnols en France. Dans ce climat harmonieux, l'on n'allait pas, quand même, laisser sortir à Paris un film déplaisant pour M. Franco. M. le ministre de la Culture en France peut bien laisser projeter le film franquiste *Baionnette au canon*, où l'on voit la guerre d'Espagne, du côté franquiste, et où quelques avions républicains (les



Sacrifié pour cause de généraux

(Archives)

sur l'écran du Studio 28 où était projeté *l'Age d'Or* et saccager la salle au cri de « Il y a encore des chrétiens en France ! » avaient pourtant, semble-t-il, fort bien compris de quoi il retournait. Puis Bunuel partit en Espagne républicaine, tourner un documentaire sur les régions arriérées de l'Espagne, *Las Hurdes* (Terres sans Pain). Ce film reste pour beaucoup le chef d'œuvre de son auteur ; on y voit un instituteur, dans un village misérable, enseigner aux enfants malades et déguenillés « Tu respecteras le bien d'autrui... »

Puis ce fut le franquisme. Luis Bunuel travailla quelque temps aux U.S.A. puis au Mexique, où il réalisa entre autres *El et Los Olvidados*. Il est la peinture d'un caractère de propriétaire foncier, dominé par la volonté de puissance et les inhibitions sexuelles, et qui est amené par une jalouse morbide aux confins de la folie furieuse. La religion se trouvait encore là rudement attaquée. Dans *Los Olvidados* Bunuel réussissait un film sur des enfants délinquants, sans verser dans le sentimentalisme ni s'hypnotiser sur de fausses solutions. Ensuite Bunuel partagea son activité entre le Mexique (*La vie secrète d'Archibald de la Cruz*, film d'humour noir sur un caractère de criminel imaginaire, *Nazarin*, essai de description d'un personnage de prêtre de bonne volonté, condamné à l'impuissance et à l'inefficacité) et la France (Cela s'appelle l'aurore, La mort en ce jardin, La fièvre monte à El Pao) (1). L'on apprit un jour qu'il était revenu en Espagne y faire un film.

La nouvelle fit sensation : s'agissait-il d'un amolissement du vieux lutteur, pour qui le surréalisme intran-sigeant, la volonté de liberté, l'anti-religion avaient été des constantes ? Le franquisme voulait-il utiliser Bunuel pour nuire à l'Eglise, à un moment où les rapports de ces deux puissances semblaient se gâter légèrement ? Et puis les nouvelles se précisent : *Viridiana*, le film qu'a réalisé Bunuel, est présenté par l'Espagne à Cannes. Le film passe au Festival le dernier jour : il y fait sensation, reçoit le Grand Prix.

Un vent de folie semble alors passer sur l'Espagne. Brusquement les officiels découvrent qui est Bunuel. Son film est interdit en Espagne ; défense est faite à la presse d'en parler. Les responsables de la sélection espagnole se voient révoqués ou sanctionnés. Le film est interdit aussi à l'exportation. Il existe pourtant une copie en France, sous-titrée, et la France pourrait d'autant plus facilement passer outre le veto de Madrid que c'est quand même à Cannes qu'a été couronné le film, et que, sur le plan juridique, la question de sa nationalité donne lieu à quelques discussions : en effet, certains coproducteurs mexicains ont, semble-t-il, sur le film, des droits suffisants pour arguer qu'il s'agit d'un film « mexicain » et non « espagnol ». Mais nous sommes au moment où l'on se fait

« méchants ») viennent jeter quelques bombes — il est reconfortant de se dire que peut-être, dans l'un de ces avions, il y avait alors M. le Ministre de la Culture... Mais la culture, qui permet l'introduction de ce navet, s'offenserait certes que l'on projetât le grand prix de Cannes. De plus, la censure devient couramment internationale dans notre Europe ; l'on a vu récemment comment un film qui déplaît au Pouvoir français (*Tu ne tueras point*, de Claude Autant-Lara) a été, de ce fait, interdit en Italie. Encore une de ces institutions européennes supranationales...

Mais qu'est-ce qu'il y a donc de si terrible dans *Viridiana* ? Ayan pu le voir en projection privée, je vais essayer d'en rendre compte.

Viridiana est une pure jeune fille, qui vit dans un couvent. Son oncle la fait venir chez lui, avant qu'elle prononce ses vœux définitifs. Elle trouve en cet oncle un vieil homme, gros propriétaire foncier, hanté par le souvenir de sa femme, morte pendant sa nuit de noces. L'oncle trouve que *Viridiana* ressemble à la défunte ; il veut lui faire revêtir les atours de la mariée ; il veut l'épouser. *Viridiana* se récrie et refuse. L'oncle meurt ; *Viridiana* doit partager l'héritage avec son cousin, dont elle fait à ce moment la connaissance. Elle a des idées très précises sur l'emploi du domaine laissé par l'oncle ; elle y installe des miséreux ramassés dans les rues, en application littérale de la charité chrétienne, et malgré les remontrances de son cousin. Mais l'affaire tourne mal : les miséreux s'environt, dans un grand banquet, parodie de la Cène, ils cassent tout et vont mettre à mal la pauvre innocente quand le cousin intervient pour ramener l'ordre. Finalement on laisse espérer que *Viridiana* se laissera convaincre de vivre plus humainement avec son beau cousin.

Sèchement racontée, l'histoire ne dévoile pas la puissance poétique du film, la violence de ses images. On y retrouve des thèmes chers à Bunuel : l'obsession sexuelle, la vanité de la charité chrétienne. On y retrouve une peinture d'une certaine société espagnole, qui fait penser à Goya par sa cruauté et sa puissance. On y retrouve, tout puissant, l'humour noir qui lui vient du surréalisme et de la fréquentation des œuvres du Marquis de Sade : *Viridiana* pourrait s'appeler Les infortunes de la vertu.

Il faut espérer que le public français pourra un jour voir *Viridiana*. Ce jour-là, ce sera pour le public une sorte de test de la liberté. Bunuel l'intransigeant, cible des ligues fascistes avant la guerre, censuré aujourd'hui chez Franco comme chez De Gaulle, c'est un homme à ne pas quitter des yeux, c'est un réalisateur qui est, à coup sûr, de notre côté.

Marcel Ranchal

(1) Je n'ai pas énuméré ici tous les titres des films de Bunuel. Pour plus amples détails sur ce cinéaste on peut consulter le n° 13 de Premier Plan (Luis Bunuel, une étude de Freddy Buache, textes et documents) et le n° 42 de Positif.

Le récital Catherine Sauvage

A VANT que ne débute son récital à la Gaité Montparnasse, on me dit que certains journaux — « l'Aurore », « le Figaro », pourquoi ne pas les nommer ? — manifestent une certaine réticence à parler de Catherine Sauvage. On lui reproche, à mots couverts bien sûr, ses opinions. Ces démocrates, tout de même ! Elle ne s'en est jamais cachée. Il n'est d'ailleurs que de l'écouter pour s'en convaincre : Catherine Sauvage chante ce qu'elle a envie de chanter. Et elle chante souvent des chansons qui nous tiennent à cœur.

A la Gaité Montparnasse, elle obtient un triomphe. Avec 38 chansons, 7 de Brecht, 13 de Léo Ferré, Brassens, Aragon. Il y a naturellement « La fiancée du pirate » et la moins connue « Chanson de Mandalay », « Na-na's lied » et « Mère Courage » « L'homme » et « La Maffia », « Les rupins » et « L'âge d'or ».

L'Opéra de quat'sous

« Si, le théâtre me plaît. J'ai joué « La Bonne âme de Sé Chouan » chez Planchon, vous savez. Mais je préfère la chanson. Il y a bien quelque chose qui concilierait les deux : « L'Opéra de quat'sous ». Cela fait des années que je rêve de jouer et chanter « l'Opéra de quat'sous ». A Montparnasse, ce serait sensationnel. Il y a aussi un autre opéra de Kurt Weil et Bertolt Brecht, étonnant, « Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny ». Mais là se pose un problème technique. Le rôle féminin Weil l'avait écrit pour sa femme Lotte Lenya. Et sa partition ne correspond pas à ma tessiture ».

— Des projets de disque ?

— « Naturellement. Il y a d'abord un disque qui portera le titre du récital, « Chansons de tête, Chansons de cœur » et l'on y trouvera bien sûr les nouveaux titres. Je participe à un hommage à Brassens avec deux chansons de lui. Il y aura un « Léo Ferré interdit », comprenant les chansons de lui plus ou moins boycottées. Et

puis, et puis d'autres Brecht, des Brecht totalement inconnues ici. Des chansons qu'il écrivit avec Hans Eisler. J'ai le projet d'une sorte d'anthologie des chansons de révolte du monde entier. Mais cela nécessitera beaucoup de temps. Il faut rassembler ce qui est le plus typique, comme « Les canuts » en France. Des Léo Ferré. Bon an mal an, j'ai toujours au moins une dizaine de chansons de Léo Ferré. Je les reprends de temps en temps. Elles ne vieillissent pas. Pas plus que celles de Brecht, que le public redemande. Elles ne sont pourtant pas à la mode. Pas hors du temps non plus. Au contraire, « Le temps du plastique » marche bien à la Gaité Montparnasse. Cela sonne la même chose à l'oreille. »

Malgré la maffia

Dans la réussite de Catherine Sauvage, il y a quelque chose de réconfortant. Car bien que pavé de bonnes intentions, le monde de la chanson est un véritable enfer. Auprès de lui, le far-west de la construction prend allure de paradis. Pots de vin, ristournes, arrangements « amiables », l'industrie du disque nouveau-née s'est rapidement créé des traditions. Rejoignant les petites combines qui font les grands music-halls, elle fait et défaire les vedettes, les importe, les exporte. Sans varier d'un iota, Catherine Sauvage s'est imposée telle qu'elle était. Combien d'autres l'ont fait ?

« Avec mon répertoire, je voudrais arriver à faire ce que font les chanteurs « classiques », m'explique-t-elle. Des récitals en quelque sorte. Une musique intéressante. Mais avec des paroles intéressantes. Je voudrais, au fond, chanter des « classiques » de la chanson. Je suis certaine du résultat. »

Nous aussi.

Emile Copfermann

A partir de cette semaine au Vieux-Colombier.

La discussion sur le XXII^e Congrès dans le Parti Communiste Italien

En 1956 déjà, après le XXe congrès du parti communiste de l'Union soviétique, une discussion très vive s'était engagée dans le P.C.I. Beaucoup de militants et de responsables avaient exigé des explications approfondies sur la période stalinienne ainsi que sur la politique suivie par leur propre parti. Les événements de Hongrie stoppèrent en partie ce processus et permirent à la direction centrée autour de Togliatti de faire revenir le parti dans des eaux moins dangereuses.

La maturation des esprits n'en continue pas moins ; et surtout à propos des problèmes proprement italiens, une élaboration politique nouvelle se fit jour. Le IXe Congrès du parti, en 1960, vit apparaître des thèmes hérétiques du point de vue de l'orthodoxie stalinienne : contrôle ouvrier, démocratie directe, réformes de structure, etc. Il était assez clair que de très forts courants essayaient de briser l'isolement relatif du parti en jetant les bases d'un programme plus proche des aspirations populaires et plus proche des réalités italiennes.

Le mythe de l'unanimité

Il n'est donc pas étonnant que le P.C.I. soit le parti communiste qui ait le plus discuté sur le XXII^e Congrès.

Dès le début novembre, le Comité Central connaît des débats assez vifs, où la position moyenne de Togliatti — conciliation entre les aspirations de son parti et la ligne soviétique adoptée au XXII^e Congrès — fut critiquée comme insuffisante par, semble-t-il, la majorité des orateurs. Certains, comme Terracini, demandèrent que soit poussée plus loin l'analyse du stalinisme. D'autres, — parmi lesquels des dirigeants très connus comme Amendola, Alicata, Gian-Carlo Pajetta — s'attaquèrent au monolithisme et au mythe de l'unanimité. Tous insistèrent fortement sur la nécessité de permettre l'expression d'opinions divergentes et de renforcer l'autonomie du parti italien par rapport au parti soviétique. Amendola demanda expressément que soit permise la formation de minorités sur les problèmes politiques, appuyé en cela par de nombreux dirigeants moyens.

Une "dégénérescence"

En dehors même du Comité Central, de nombreuses voix se firent entendre à la base et dans les fédérations pour pousser la démocratisation du parti et la déstalinisation du mouvement communiste.

Fait significatif, les jeunes communistes se mirent à la pointe du combat. Leur journal *Nuova Generazione* mit en cause le stalinisme comme expression d'une dégénérescence du pouvoir soviétique.

tique (on est loin du « culte de la personnalité » de Khrouchtchev) et demanda même la réhabilitation politique des opposants au stalinisme.

Sans doute, dans cette fermentation des esprits, est-il encore difficile de découvrir les lignes directrices : on peut distinguer aussi bien des critiques de droite que des critiques de gauche au stalinisme. Le classement des hommes n'est pas encore

ment « la démocratie socialiste, de la création idéologique et culturelle, rendant plus difficile ainsi la construction d'une société nouvelle. »

Le document reconnaît aussi que le problème de la réalisation effective de la démocratie socialiste est encore loin d'être résolu (sous-entendu par les formes actuelles de la vie politique en Union soviétique).

Il admet que le parti communiste italien a sa part de responsabilité dans les crimes et les erreurs de la période stalinienne et qu'en particulier il n'a pas informé de façon satisfaisante ses militants sur les problèmes réels de la construction du socialisme en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. Sur cette base, le texte poursuit en marquant la nécessité de développer une véritable autonomie du parti, c'est-à-dire une élaboration politique indépendante sur les problèmes de la lutte pour le socialisme à l'échelle nationale et internationale. Il fait des réserves sur les résultats des conférences internationales communistes de 1957 et de 1960, notant, entre autres, que l'élaboration théorique qui en est sortie est largement insuffisante pour tout ce qui concerne l'analyse du capitalisme contemporain. Enfin il indique que la manifestation ouverte de désaccords, soit dans la discussion, soit dans les votes, est permise dans le parti et ajoute qu'il faut éviter que les divergences soient le motif de ruptures ou de mesures administratives (en clair de sanctions).

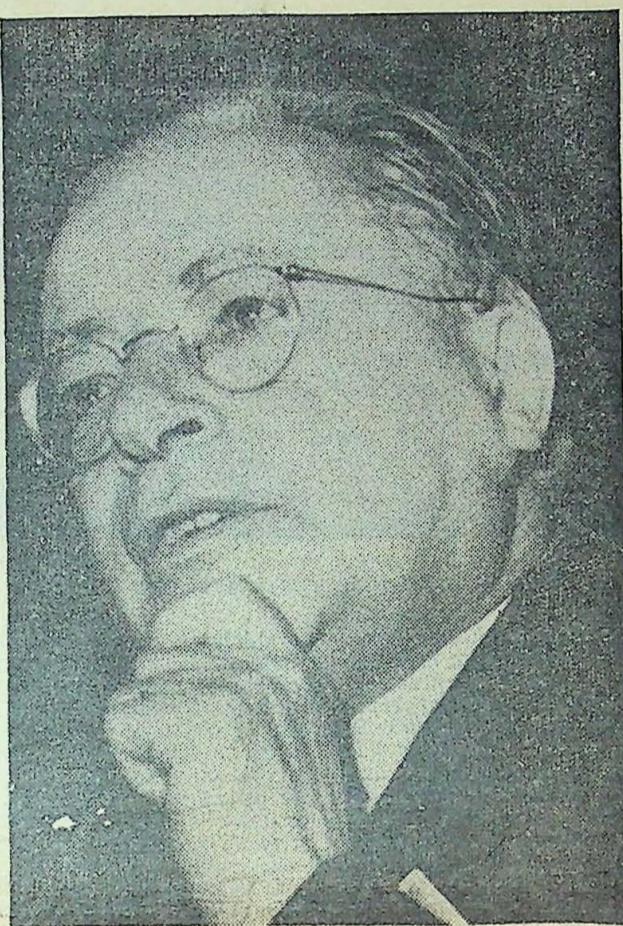
Conservateurs et anti-conformistes

Depuis la parution de ce texte de discussion, certains événements, la conférence de presse tenue par G.-C. Pajetta et M. Alicata, la session du Comité Central des jeunes communistes, les attaques de Togliatti contre *Nuova Generazione* ont montré que le processus de démocratisation ne pouvait être rectiligne, ni se faire en l'absence de luttes sévères entre les éléments conservateurs et les éléments novateurs.

Elaborer une nouvelle orientation est une tâche immense qui ne peut être accomplie en quelques semaines et ni surtout dans les seuls rangs communistes. Le mouvement ouvrier italien tout entier est concerné. On peut toutefois penser que le retour au monolithisme est exclu, même si Togliatti imposait un temps d'arrêt à l'anticonformisme. Il semble en effet improbable que les éléments conservateurs puissent éliminer maintenant les anticonformistes. Il faut donc s'attendre, un jour ou l'autre, à de nouveaux développements et cela d'autant plus que l'électorat a noté positivement la discussion actuelle en augmentant le pourcentage des voix communistes aux dernières élections.

J. M. Vincent

(1) Publiée dans *L'Unità*, le 28 novembre dernier.



Palmiro TOGLIATTI
Un certain passé semble mort

définitif et il est difficile de prévoir quelle orientation prendra le parti. Toutefois, un certain passé semble mort et le texte de discussion élaboré par le secrétariat du parti (1) qui va au-delà des positions de Togliatti en témoigne bien.

Une véritable autonomie du Parti

Dans ce document, la condamnation du stalinisme se traduit plus nettement que dans les textes antérieurs : « Ces méthodes erronées (les méthodes stalinien) et inadmissibles ont déterminé une contradiction de plus en plus aiguë entre, d'une part les bases fondamentalement démocratiques de la société neuve, fondée sur une économie socialiste et sur le pouvoir des soviets et, d'autre part, une direction à beaucoup d'égards autoritaire et coercitive qui se trouvait à la tête du parti et de l'Etat et s'opposait au développement

Khrouchtchev livre une nouvelle bataille contre le stalinisme

La rupture des relations entre l'U.R.S.S. et l'Albanie est consommée.

Tout le personnel diplomatique et commercial des Soviets a quitté Tirana. Sur la demande du gouvernement soviétique, les agents diplomatiques et consulaires de l'Albanie doivent partir de Moscou.

L'U.R.S.S. accuse l'Albanie d'avoir créé une situation telle que l'ambassadeur, ses collaborateurs et les membres de la Représentation Commerciale ne peuvent plus remplir leur tâche. Elle reproche au gouvernement de Tirana d'avoir demandé avec insolence la réduction du personnel de l'Ambassade et de la Représentation Commerciale de l'U.R.S.S. en Albanie.

L'Albanie répond que l'ambassadeur soviétique est parti le 19 août, c'est-à-dire avant le XXII^e congrès. Elle prétend que rien ne justifie le maintien à Tirana de quatre-vingts agents diplomatiques et techniques russes, surtout depuis que l'aide économique financière et technique des Soviets a cessé.

Tirana ne nie pas que ses agents à Moscou aient distribué des brochures et documents critiquant Khrouchtchev. Ils l'ont fait, déclare le gouvernement albanois, pour répondre aux calomnies et pour démontrer le « révisionnisme » de « K ».

Ainsi qu'on le voit, les raisons avancées par Moscou pour justifier la rupture diplomatique avec Tirana n'ont pas le moindre caractère idéologique.

Il n'est question que de simples violations des usages diplomatiques établis entre Etats quels qu'ils soient. Quels rapports y a-t-il entre ces reproches et les divergences doctrinaires entre partis communistes ?

Le fait même que l'U.R.S.S. a cru devoir recourir à ces prétextes mesquins donne à l'événement toute sa signification.

En réalité il ne s'agit pas de l'Albanie. Le colosse soviétique pourra mépriser les injures et les provocations de la minuscule Albanie. Mais, comme au XXII^e Congrès « K » se sert de l'Albanie pour adresser un sérieux avertissement à la Chine.

Et pas seulement à la Chine. Tous les Etats dits « socialistes » qui voudraient se solidariser avec l'Albanie, doivent savoir ce qui les attend : la rupture politique, économique et diplomatique avec l'U.R.S.S. et la mise hors du « camp socialiste ».

Tous les partis communistes qui voudraient défendre des thèses « stalinien » d'Enver Hodja doivent savoir qu'ils seront exclus par Khrouchtchev de la Communauté communiste internationale.

C'est probablement aussi un nouvel avertissement aux membres du groupe « antiparti » et à tous les « Chinois et Albanais de l'intérieur ». S'ils continuent à combattre la politique intérieure et extérieure de Khrouchtchev, ils risquent d'être traités comme des agents de l'étranger ! On sait ce que cela veut dire en U.R.S.S.

Il semble donc que la victoire de « K » au XXII^e Congrès n'ait pas été aussi décisive. La Chine continue à soutenir l'Albanie. Ou plutôt elle se sert de l'Albanie pour mener la vie dure à Khrouchtchev. Le « stalinis-

me » ne paraît pas avoir été extirpé dans tous les partis communistes.

En rompant avec l'Albanie, Khrouchtchev engage un nouveau combat contre les « doctrinaires », les « sectaires », les « staliniens ».

Mais, cette bataille est peut-être plus difficile à gagner que celle du Congrès... composé de délégués triés sur le volet.

« K » peut la gagner, du moins à l'intérieur et auprès des Etats comme la Pologne et la Hongrie par exemple. A une condition cependant : s'il s'appuie résolument sur l'opinion publique soviétique, c'est-à-dire sur les intellectuels et les étudiants, sur les ouvriers et les paysans, afin d'accélérer la déstalinisation du parti et du pays, et de l'étendre à tous les aspects de la vie soviétique.

Khrouchtchev aura-t-il la clairvoyance et le courage pour le faire ?

Oreste Rosenfeld